



En visite dans la wilaya d'El Oued

## Sellal insiste sur le développement de l'agriculture et le tourisme

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a inauguré, dans le cadre sa visite de travail hier dans la wilaya d'El Oued, un Institut national spécialisé dans la formation professionnelle dans la commune de Hassani Abdelkrim (10 km à l'est d'El Oued).

Page 3

Accidents de la route

## 13 morts en deux jours

Page 24



Par Saâd Taferka

**E**n moins d'un mois, l'Algérie s'est trouvée dans la position d'expliquer ou de «justifier», face à l'Union européenne (UE), les nouvelles mesures et procédures appliquées au domaine de l'importation, caractérisées par le système de licences.

Ce système, imposé par la crise des revenus pétroliers et conçu par le gouvernement de façon à réduire la facture d'importation-principalement les produits finis destinés à la consommation-, ne pouvait, en fait, que faire réagir les partenaires de l'Algérie dans le domaine du commerce extérieur, à commencer par l'Union Européenne avec laquelle l'Algérie est liée, depuis 2002, par un Accord d'association portant sur des dégrèvements fiscaux de produits en provenance des produits issus du territoire de l'UE. Ce sont des dégrèvements progressifs qui, à l'échéance 2020, ouvriront la voie à un marché de libre-échange.

## A quelques jours de la campagne électorale Les partis se mobilisent pour une forte participation

A une semaine du début de la campagne électorale pour les élections législatives du 4 mai prochain, les différentes formations politiques en lice s'agitent et peaufinent leurs programmes de campagne afin de réussir à convaincre un électorat peu enclin aux promesses électorales.

Page 2



Prise en charge des demandeurs d'emploi

## L'ANEM compte améliorer la qualité de ses services

Page 3



## Algérie-Union européenne Les licences d'importation rafraîchissent les «malentendus»

mesures adoptées par l'Algérie pour la rationalisation des importations «n'impactaient pas le niveau des échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Union européenne». Cette déclaration fait suite à l'audience accordée par Tebboune au chef de la délégation de l'Union européenne en Algérie, John O'Rourke. Le ministre du Commerce, comme il l'a déjà précisé il y a quelques semaines, a réitéré le fait que ces mesures «avaient pour objet la rationalisation de la facture des importations et la protection du produit national et du consommateur». À cette occasion, il réitérera «l'engagement de l'Algérie à mettre en œuvre les accords stratégiques conclus avec l'UE».

Page 5

Dans un marché rassuré

## Le pétrole termine la semaine en nette progression

Les cours du pétrole ont terminé la semaine sur une nette progression d'environ 5%, dans un marché rassuré, notamment par la perspective d'une reconduction de l'accord de l'Opep sur la baisse de la production durant le deuxième semestre de l'année.

Page 4





A quelques jours de la campagne électorale

# Les partis se mobilisent pour une forte participation

**A une semaine du début de la campagne électorale pour les élections législatives du 4 mai prochain, les différentes formations politiques en lice s'agitent et peaufinent leurs programmes de campagne afin de réussir à convaincre un électorat peu enclin aux promesses électoralistes.**



Par M. Ait Chabane

**E**n effet, les candidats des différents partis et les autres prétendants à la députation semblent accorder leurs violons sur un seul et même mot d'ordre : sensibiliser au mieux la population et l'inciter à se présenter aux urnes, laissant planer, en filigrane, les grandes appréhensions nourries quant au spectre de l'abstention. Lors de sa réunion, vendredi dernier, avec les secrétaires de mouhafadhas et les têtes de listes, le secrétaire général du Front de libération national (FLN), a insisté sur l'adhésion de la population au processus électoral, sans laquelle le scrutin du 4 mai prochain sera dénué de toute crédibilité. «La participation aux prochaines législatives doit dépasser les 50%, car une forte participation permettra de préserver les acquis, notamment la paix et la stabilité réalisés grâce au programme du président de la République», a souligné Djamel Ould Abbès, tout en mettant l'accent sur les garanties de transparence et de neutralité avancées par l'administration. De son côté,

le Front des forces socialistes a opté pour le pari des jeunes en les incitant à investir la scène politique nationale par le biais des élections législatives. Avec en toile de fond toujours cette hantise de l'abstention, le Premier secrétaire du plus vieux parti d'opposition, Abdelmalek Bouchafa a mis l'accent sur le changement politique par les urnes pour inciter l'ensemble des Algériens à se présenter en masse au vote. Le Rassemblement national démocratique (RND) lui, a entamé sa campagne depuis déjà plusieurs semaines, en multipliant les rencontres et les meetings dans les quatre coins de l'Algérie. Ahmed Ouyahia, patron de cette formation, n'a de cesse de répéter les désavantages du boycott, ne manquant pas à chacune de ses sorties de critiquer les partisans de l'abstention. Le président du Mouvement populaire algérien (MPA), Amara Benyounes, fait encore mieux sur ce chapitre, usant parfois d'un verbe assez acerbe à l'endroit des boycotteurs. Pour sa part, animant un meeting au centre de loisirs scientifiques de la ville de Chlef,

le SG du mouvement Nahdha, Mohamed Douibi a estimé que la participation aux élections consacre le droit du citoyen dans la prise de la décision politique, affirmant que ce dernier (citoyen), est le facteur principal de l'équation politique, impliquant, également, le pouvoir et les partis politiques. «Participez avec force et détermination à ces élections, car nous voulons que la vie politique en Algérie soit fondée sur la volonté libre des citoyens», a-t-il déclaré. Il a souligné, en outre, que la participation de l'alliance Nahdha, Justice et El Binaa, aux législatives de mai 2017 a été dictée par notre conviction que c'est le citoyen qui changera la carte politique en Algérie, tout en exprimant le souhait que ces élections soient libres et transparentes, avec la participation de coalitions politiques susceptibles de faire face aux enjeux de la prochaine étape. Même les petites formations politiques qui n'ont pas grand-chose à gagner du scrutin du 4 mai prochain apportent leur contribution en sensibilisant contre le boycott des législatives. La palme revient dans ce sens au Parti de la Voie

authentique (PAV) qui estime, par la voix de son SG, Abderrahmane Sellam que «le boycott et l'abstention ne mèneront pas au changement que nous recherchons», lors d'une rencontre organisée hier, dans la wilaya de Bouira. De son côté, le président du mouvement El Islah, Filali Ghouini, a appelé hier à M'sila les citoyens à participer massivement aux élections législatives du 4 mai prochain. Lors d'une rencontre avec les militants de son parti tenue à la bibliothèque centrale, M. Ghouini a souligné que la campagne électorale, en prévision de ces législatives, doit oeuvrer à «convaincre le peuple algérien à se diriger en grand nombre aux urnes pour choisir librement ses représentants». Une participation massive, a-t-il estimé, garantira «la crédibilité des prochaines élections et dissuadera toute velléité de porter atteinte à l'opération électorale par la fraude ou toute forme d'influence des électeurs». **M.A.C.**

## Syndicat autonome des travailleurs de Sonelgaz Appel à une nouvelle grève

Par Rachid Chihab

La tempête n'est pas finie au sein du groupe Sonelgaz. Le Syndicat national autonome des travailleurs d'électricité et gaz (Snateg), décide de mener une nouvelle action de protestation pour faire valoir sa plate-forme de revendications. Réunis vendredi à Alger, le conseil national du syndicat a opté pour la poursuite de la protestation en appelant à une nouvelle grève de trois jours renouvelable à partir du 11 du mois en cours, indique un communiqué du Syndicat rendu public hier. Les rédacteurs justifient le recours à la grève par la refus de la direction générale de leur entreprise d'ouvrir les portes du dialogue avec les représentants des travailleurs en vue de trouver des solutions aux problèmes que vit l'entreprise.

Le syndicat menace, par ailleurs, de reconduire la grève si la situation reste en l'état. Evoquant la grève de trois jours menée le mois dernier, les membres du conseil national du Snateg qualifie cette action de réussie et déplorent du passage le traitement réservé à leurs adhérents qui ont tenté d'organiser des marches à Béjaïa et Tizi Ouzou.

Notons que le syndicat milite pour une révision la hausse des salaires de tous les travailleurs de la Sonelgaz à la hauteur de 50%, le respect des libertés syndicales notamment le droit à la grève, la reconnaissance effective du pluralisme syndical portant consacré par la Constitution algérienne et les traités internationaux signés et ratifiés par l'Etat, déplore le syndicat. Le syndicat demande aussi la levée de toutes les sanctions prononcées contre ses membres en raison de leurs activités syndicales. Le Snateg réclame également le maintien de la retraite anticipée et celle sans condition d'âge supprimée par la dernière loi sur les retraites adoptées par les deux chambres du parlement en novembre et décembre derniers.

Pour rappel, la direction de Sonelgaz refuse de reconnaître le Snateg comme partenaire social. Elle accuse certains de ses membres de n'avoir aucun lien avec l'entreprise, une accusation rejetée par le syndicat.

R.C.

Salon international du mobilier hospitalier à Oran

## Participation de 400 firmes

**P**rès de 400 firmes ont confirmé leur participation à la 20<sup>ème</sup> édition du Salon international du mobilier hospitalier et de l'équipement médical (Simem 2017), prévue du 12 au 15 avril prochains au Centre des conventions Mohamed Benahmed d'Oran (CCO), a-t-on appris hier des organisateurs.

Ces sociétés spécialisées sont implantées dans 28 pays, dont l'Algérie qui compte la plus forte participation dans cette manifestation économique avec 88 entreprises exposantes, a précisé Mustapha Chaouch, fondateur du Simem et consultant auprès de l'agence organisatrice, lors d'une conférence de presse consacrée à

la nouvelle édition du Salon.

La participation nationale est suivie dans ce cadre de la Chine (61 firmes), l'Italie (32), l'Allemagne (28), la France (26), les Etats-Unis (23), la Turquie (20), l'Espagne (15), la Corée du Sud (13), le Japon (9), l'Autriche (5), l'Inde (5), l'Angleterre (4), la Belgique (4), la Suisse (4), le Brésil (3), Taiwan (3), le Pakistan (2), les Pays-Bas (2). Neuf autres pays sont représentés chacun par une entreprise, à savoir l'Argentine, le Canada, l'Egypte, la Hongrie, le Liban, la Lituanie, la Pologne, le Portugal, et la Tunisie.

«Le niveau de participation à cette nouvelle édition vaut quasiment le double de celui enregistré lors de la précédente», a relevé M.

Chaouch en se félicitant de l'intérêt croissant des professionnels de la santé pour cette rencontre annuelle. «Le Simem, qui est organisé sous le patronage du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, a pour vocation de faire découvrir les équipements, les produits, les services des firmes participantes ainsi que les dernières innovations biomédicales et technologiques», a-t-il rappelé. Les programmes de développement menés dans le secteur de la santé au niveau de différentes wilayas du pays, seront aussi mis en relief à la faveur de la participation des directions de la santé de Béchar, d'Oran et de Tiaret. «Avec une surface

d'exposition presque doublée par rapport à l'an dernier, le salon présente aux visiteurs les précieux alliés du praticien : imagerie médicale, équipements et produits pour laboratoire d'analyses, équipements de chirurgie, instrumentation, appareils de mesures, hygiène hospitalière et traitement des déchets hospitaliers, orthopédie, prothèses auditives et services divers (maintenance d'équipements, logiciels spécialisés, bases de données et annuaires médicaux, consulting, édition...), a expliqué M. Chaouch.

Cette édition est également marquée par la présence en force du secteur dentaire, a-t-il fait savoir, ajoutant qu'en plus des équipements et produits exposés, une

série de communications sera consacrée à cette spécialité.

«Le mobilier médical, de fabrication nationale ou d'importation, n'est pas en reste. Une large gamme en sera exposée au Simem pour répondre aux besoins variés de renouvellement ou d'équipement de nouveaux projets d'hôpitaux et de cliniques», a-t-il fait valoir.

L'accès à ce salon, organisé par l'agence de communication événementielle Krizali d'Or, basée à Oran, est réservé exclusivement aux professionnels du secteur et aux étudiants des filières santé en visite encadrée par les enseignants, a-t-on indiqué.

Reda A.

En visite dans la wilaya d'El Oued

# Sellal insiste sur le développement de l'agriculture et du tourisme

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a inauguré, dans le cadre de sa visite de travail hier dans la wilaya d'El Oued, un institut national spécialisé dans la formation professionnelle dans la commune de Hassani Abdelkrim (10 km à l'est d'El Oued).



Par Massi S.

Occupant une superficie de 4 ha, cet institut, inscrit en 2011 au titre du programme complémentaire de soutien à la croissance économique pour un montant de 336 millions de DA, offre une capacité d'accueil de 300 places.

L'institut assurera des formations dans des spécialités en rapport direct avec les activités agricoles dans leurs segments végétal et animal.

A la lumière d'un exposé qui lui a été présenté sur la situation du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya, le Premier ministre a appelé les responsables concernés du secteur à axer sur la formation dans l'agriculture et le tourisme, en tant que secteurs dynamiques dans la wilaya, tout en insistant sur l'adéquation de la formation avec les besoins du marché de l'emploi.

M. Sellal a mis l'accent sur l'exploitation des établissements du secteur pour la pérennité de la formation continue, dans le but d'améliorer les capacités des travailleurs du secteur et de l'administration publique.

M. Sellal, a également inauguré un complexe de conditionnement et

de froid, dans la commune de Trifaoui, à une dizaine de km du chef-lieu de la wilaya.

Sur site, il a mis l'accent sur l'amélioration du produit agricole de sorte à ce qu'il réponde aux standards internationaux d'exportation, ainsi que sur la nécessité de s'adapter aux exigences des marchés internationaux dans le domaine. Il a, dans ce cadre, mis en exergue l'impérative connaissance des exigences des marchés internationaux et maîtrise de leurs mécanismes. Aussi, le Premier ministre a procédé à l'inauguration d'une salle de sports de 3 000 places, réalisée au quartier Chott et baptisée au nom du Chahid Derki Alia. Abdelmalek Sellal, a inauguré, également, une clinique privée Ibn Hayane, d'une capacité de 80 lits, à la cité du 8 Mai 1945. Une présentation sur les structures de cette clinique privée a été faite au Premier ministre qui a mis l'accent sur l'amélioration des prestations de santé, tout en appelant à doter ce type de structures d'équipements médicaux modernes et à y assurer le plus de spécialités médicales possibles, pour une bonne prise en charge des malades.

Sellal s'est enquis ensuite du plan d'occupation des sols (POS) dans la commune d'El Oued, pro-

cedant, à une remise des clefs de logements à des bénéficiaires lors d'une cérémonie organisée à la cité du 8 Mai 1945.

M. Sellal a suivi un exposé sur le POS qui prévoit un programme de 4 000 logements, toutes formules de construction confondues, dont 1 700 en cours de réalisation et regroupant des logements sociaux localisés (LSL), sociaux participatifs (LSP), promotionnels aidés (LPA), promotionnels libres et promotionnels publics (LPP), en plus d'édifices publics.

Quelque 700 unités de logements sont prêtes à être attribuées à leurs bénéficiaires, dont 213 unités LPA, 114 de type LSP et 312 de type LSL.

De ce programme, le Premier ministre a procédé à la remise, à titre symbolique, des clefs de 14 logements promotionnels aidés.

Après avoir suivi un exposé sur les programmes d'habitat, en cours, lancés ou en voie de l'être, M. Sellal a annoncé un programme supplémentaire de 2 500 logements ruraux pour renforcer le programme global de la wilaya.

Le Premier ministre a, dans le même contexte, appelé à hâter la réalisation du programme de l'Agence d'amélioration et de développement du logement (Aadl) qui a

accusé un retard du fait, selon les responsables du programme, de «contraintes liées au foncier».

Abdelmalek Sellal, a inauguré hier une nouvelle gare routière de catégorie «A» située à 3 km du centre-ville.

Il a, en outre, visité le projet du centre anti-cancéreux de 140 lits, au chef-lieu de wilaya.

Le Premier ministre a également inauguré le complexe touristique saharien privé La Gazelle d'Or, localisé à l'entrée ouest de la ville d'El Oued sur l'axe routier menant vers la wilaya de Ouargla.

S'étendant sur une superficie globale de 160 ha, ce complexe, dont les travaux de réalisation, selon les normes internationales, ont été lancés en 2008 pour un investissement de 10 milliards de DA, offre une capacité d'hébergement de 542 lits.

Le Premier ministre a appelé à investir et promouvoir le secteur du tourisme, un créneau où l'investissement est prometteur et qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie de diversification de l'économie nationale, hors secteur des hydrocarbures.

M.S.

Prise en charge des demandeurs d'emploi

## L'Anem compte améliorer la qualité de ses services

L'Agence nationale de l'emploi (Anem) compte, à travers le lancement d'un projet de modernisation de ses services accueil et d'écoute, assurer une meilleure qualité de prise en charge des demandeurs d'emploi, a affirmé, hier à Alger, son directeur général, Mohamed Tahar Chaâlal.

Intervenant lors d'une rencontre sur la nomenclature algérienne des métiers et des emplois (Name), le même responsable a indiqué qu'un numéro vert «30-05» et une cellule d'écoute à échelle nationale et d'autres au niveau des wilayas «sont déjà opérationnelles», soulignant que le projet de modernisation des services accueil et d'écoute vise à «améliorer la qualité»

de ces outils au profit des demandeurs d'emploi pour une prise en charge «beaucoup plus rapide et crédible».

S'agissant de la nouvelle nomenclature, M. Chaâlal a souligné qu'elle constitue un «référentiel national» des métiers visant à garantir un «langage commun» entre les différents intervenants sur le marché du travail en Algérie et permettant d'analyser les profils d'offre et de demande d'emploi.

Il a ajouté que ce répertoire qui classe et liste les métiers et les emplois selon les activités, permettra d'identifier et de donner «une description précise et fiable» des métiers et des compétences requises par le marché du travail.

Les demandeurs d'emploi auront, pour leur part, la possibilité d'élargir leur recherches de pistes professionnelles et d'identifier les besoins en formation.

Pour sa part, le secrétaire général du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Khiat, a indiqué que la modernisation de l'Anem constitue un «axe essentiel et prioritaire» du programme d'action de promotion de l'emploi et de lutte contre le chômage mis en oeuvre par le gouvernement depuis 2008.

R. N.

Biodiversité marine

### L'Algérie négocie au nom de l'Afrique un traité international

L'Algérie négocie, à New York, au nom des pays africains, les éléments d'un accord international sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine se rapportant à la Convention des Nations unies sur le droit de la mer.

Intervenant au nom du groupe Africain lors des travaux du Comité préparatoire de cet instrument, qui se tiennent à New York, jusqu'au 7 avril 2017, l'Algérie a souligné la nécessité de prendre en charge les intérêts particuliers des Etats africains côtiers dans le cadre de ce futur accord international.

Dans ce contexte, l'Algérie a appelé à la mise en place d'un mécanisme de partage équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques marines, destiné aux pays en développement.

A ce titre, l'Algérie plaidera pour les intérêts du continent africain en ce qui concerne l'exploitation des ressources génétiques marines, les études d'impacts environnementales, le renforcement des capacités nationales et le transfert des technologies marines.

L'objectif étant de permettre aux pays africains de conserver et d'utiliser de manière durable la biodiversité marine.

Ces efforts déployés par l'Algérie s'inscrivent dans le cadre de la stratégie de l'Union africaine visant à placer les mers et les océans au cœur de l'économie africaine à travers la proclamation de la période 2015-2025 comme décennie africaine des Mers et des Océans afin de réaliser les objectifs de l'Agenda 2063 adopté par les Chefs d'Etats africains en 2015.

Pour rappel, les négociations relatives à ce futur instrument juridique ont été décidées par l'Assemblée générale des Nations unies en 2015.

L'instrument vise à conserver et à utiliser durablement la biodiversité marine au-delà des juridictions nationales.

R. N.





Dans un marché rassuré

# Le pétrole termine la semaine en nette progression

Les cours du pétrole ont terminé la semaine sur une nette progression d'environ 5%, dans un marché rassuré, notamment par la perspective d'une reconduction de l'accord de l'Opep sur la baisse de la production durant le deuxième semestre de l'année.



**A** Londres, le cours du baril de Brent de la mer du Nord a terminé la semaine à 52,83 dollars sur le contrat pour livraison en mai à l'Intercontinental Exchange (ICE) contre 50,51 dollars lundi dernier, alors que le prix du baril «light sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, a fini à 50,60 dollars sur le contrat pour livraison en mai au New

York Mercantile Exchange (Nymex) contre 47,53 dollars.

«La tendance reste à la hausse face aux attentes d'une poursuite des réductions de la production au-delà du premier semestre de l'année», a commenté Andy Lipow de Lipow Oil Associates.

La perspective de voir l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) prolonger les quotas de production, qu'elle a mis en œuvre le 1er janvier pour une période initiale de six mois, a

été relancée cette semaine par des propos optimistes du ministre du Pétrole du Koweït.

Au cours de la semaine, le marché était soutenu par la satisfaction de l'Opep et plusieurs pays non membres quant au respect de leur accord de réduction de l'offre. Lors de la 2ème réunion du comité ministériel de suivi des accords Opep et non Opep dimanche à Koweït, le comité a fait part que la reconduction de l'accord au-delà de juin prochain sera examinée.

En décembre 2016, 11 pays producteurs non Opep s'étaient engagés à coopérer avec les membres de l'organisation pour limiter l'offre surabondante sur le marché mondial en réduisant la production de 1,8 million barils par jour à partir du 1er janvier 2017 pour une période de 6 mois renouvelable.

Le comité s'est déclaré «satisfait des progrès réalisés pour un

total respect des ajustements volontaires de la production et exhorte tous les pays participants à agir pour parvenir à un respect à 100%» des réductions décidées l'an dernier.

L'objectif de ces réductions est de favoriser une remontée des cours qui ont dégringolé depuis la mi-2014. Selon le comité qui comprend l'Algérie, le Koweït, le Venezuela, la Russie et le Sultanat d'Oman, les pays Opep et hors Opep ont respecté en février 94% leurs engagements, en hausse de huit points par rapport à janvier. En outre, des fermetures de champs pétroliers causées par des conflits en Libye qui perturbent la production et une légère progression des stocks américains de pétrole, ont aussi pesé sur le marché. «Des factions armées ont arrêté la production des champs pétroliers de Sharara et de Waha, ce qui fait chuter de 252 000 barils

la production quotidienne du pays à moins de 500 000 barils», ont expliqué les analystes.

Aux Etats-Unis, les réserves commerciales de brut n'ont progressé que de 900 000 barils, alors que les analystes interrogés par l'agence Bloomberg tablaient sur une hausse de 2 millions.

Même si les stocks s'affichent toujours à un niveau record, ils ralentissent leur progression après plusieurs bonds successifs depuis le début de l'année, qui avaient fini par entraîner une dégringolade des prix du brut de 10% dans la première moitié du mois de mars.

De leur côté, les stocks d'essence ont reculé de 3,7 millions de barils et les produits distillés (fioul de chauffage, gazole) de 2,5 millions de barils. «Dans l'ensemble, ces chiffres apportent du soutien aux prix», a commenté un analyste. **R. N.**

Association des producteurs de pétrole africains

## Soutien au processus de stabilisation des marchés pétroliers

**L**es travaux de la 34<sup>ème</sup> session ordinaire du conseil des ministres de l'Association des producteurs de pétrole africains (Appa) auxquels a pris part le ministre de l'Energie, M. Noureddine Boutarfa, ont pris fin vendredi soir à Abidjan (Côte d'Ivoire), a indiqué le ministère de l'Energie.

Hormis les dossiers liés à la conduite générale des organes et de la décision d'accélérer l'agenda de la réforme de l'Association, le conseil des ministres de l'Appa a examiné le développement des marchés pétroliers et a apporté son soutien au processus de stabilisation des marchés du pétrole initié par l'accord d'Alger le 28 septembre 2016, confirmé par l'ac-

cord de Vienne le 30 novembre 2016 et concrétisé par la signature de la déclaration de coopération Opep et non Opep le 10 décembre 2016.

Les ministres de l'Appa ont préconisé, par ailleurs, d'accélérer la diversification des économies des pays d'Afrique et de s'inscrire dans la dynamique de transition énergétique.

Ils ont aussi appelé à la promotion du génie local, à la bonne gouvernance et à la création d'un marché africain de pétrole brut et de produits pétroliers.

Les ministres ont également adopté le changement de la dénomination de l'Association des producteurs de pétrole africains (Appa) en Organisation des producteurs de pétrole afri-

cains (Oppa).

Créée en 1987, l'Appa regroupe 18 pays africains producteurs de pétrole (Algérie, Angola, Bénin, Cameroun, Congo, RD Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Gabon, Ghana, Guinée équatoriale, Libye, Mauritanie, Niger, Nigeria, Afrique du Sud, Soudan et Tchad).

Cette organisation intergouvernementale, basée à Brazzaville, vise à promouvoir les initiatives communes en matière de politique et de stratégie de gestion dans tous les domaines de l'industrie pétrolière en vue de permettre aux pays membres de tirer profit des activités d'exploitation de pétrole. **L. M.**

Agriculture

## Formation de 1 000 jeunes porteurs de projets

La Chambre de l'agriculture de la wilaya de Constantine prévoit la formation lors de la campagne agricole 2016-2017, de 1 000 jeunes porteurs de projets, a-t-on appris jeudi, auprès des services de cette instance publique.

Les jeunes porteurs de projets bénéficient, à ce titre, d'un stage d'une semaine dans les différentes filières agricoles, dont l'élevage ovin et bovin, l'apiculture, l'aviculture et la production laitière et céréalière, a précisé à l'APS la même source.

Cette formation de courte durée, destinée aux porteurs de projets dans le cadre des dispositifs de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) et de la caisse nationale d'assurance chômage (Cnac), est le fruit d'une convention entre la Chambre de l'agriculture, la direction de la formation professionnelle et les antennes locales des deux dispositifs de soutien à l'emploi cités, a-t-on encore détaillé.

Lancée le mois de novembre dernier à travers l'ensemble des centres de formation professionnelle de la wilaya, cette session de formation qui se poursuivra jusqu'au mois de juin prochain, a jusqu'à présent ciblé 200 jeunes, à raison de 40 personnes par groupe, a-t-on noté.

La formation dispensée par des cadres et des techniciens des instituts techniques des petits élevages et de l'arboriculture fruitière, ainsi que de l'Institut national de recherche agronomique de Constantine, vise à donner une qualification et à accompagner les jeunes porteurs de projets au plan, notamment, des techniques de gestion, a affirmé la même source.

La bonne utilisation des engrais et des produits phytosanitaires, l'irrigation d'appoint, l'arboriculture fruitière et les techniques de production de semences sont autant de volets qui seront aussi traités lors de ce stage, destiné également à améliorer le niveau de maîtrise technique dans les diverses filières agricoles avec, pour finalité, de booster la production agricole, a fait remarquer la même source.

Près de 3 000 jeunes exerçant dans différentes filières d'activités agricoles avaient bénéficié d'une formation similaire durant les trois dernières années, a-t-on rappelé à la Chambre de l'agriculture de la wilaya.

Reda A.

Algérie-Union européenne

# Les licences d'importation rafraîchissent les «malentendus»

En moins d'un mois, l'Algérie s'est trouvée dans la position d'expliquer ou de «justifier», face à l'Union européenne (UE), les nouvelles mesures et procédures appliquées au domaine de l'importation, caractérisées par le système de licences.



Par Saâd Taferka

Ce système, imposé par la crise des revenus pétroliers et conçu par le gouvernement de façon à réduire la facture d'importation-principalement les produits finis destinés à la consommation-, ne pouvait, en fait, que faire réagir les partenaires de l'Algérie dans le domaine du commerce extérieur, à commencer par l'Union Européenne avec laquelle l'Algérie est liée, depuis 2002, par un Accord d'association portant sur des dégrèvements fiscaux de produits en provenance des produits issus du territoire de l'UE. Ce sont des dégrèvements progressifs qui, à l'échéance 2020, ouvriront la voie à un marché de libre-échange.

Ainsi, jeudi dernier, le ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune, a tenu à préciser, selon un communiqué du ministère, que les mesures adoptées par l'Algérie pour la rationalisation des importations «n'impactaient pas le niveau des échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Union européenne». Cette déclaration fait suite à l'audience accordée par Tebboune au chef de la délégation de l'Union européenne en Algérie, John O'Rourke. Le ministre du Commerce, comme il l'a déjà précisé il y a quelques semaines, a réitéré le fait que ces mesures «avaient pour objet la rationalisation de la facture des importations et la protection du produit national et du consommateur». À cette occasion, il réitérera «l'engagement de l'Algérie à mettre

en œuvre les accords stratégiques conclus avec l'UE».

De son côté, le chef de la délégation de l'UE en Algérie s'est montré «compréhensif quant aux mesures adoptées par le gouvernement algérien concernant le système des licences d'importation et des contingents tarifaires avec l'UE, d'autant que les accords de libre-échange conclus avec l'UE ne sont pas concernés par ces mesures».

Les analystes de la scène économique nationale ont, depuis le gouvernement a commencé, au début de l'année 2015, à parler de licences d'importation, fait part de leurs observations et appréhensions quant aux conséquences qui pourraient en découler pour ce qui est des produits européens importés par notre pays et couverts par les clauses de l'Accord d'association, mis en œuvre depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2005. Actuellement, une forme de dilemme se dessine pour les options algériennes en matière d'importation dont la facture, d'après les projections du ministre du Commerce, devrait être réduite à moins de 30 millions de dollars à l'échéance 2018, après qu'elle eut «crevé le plafond» en 2013, année d'avant le début de la crise du prix du baril, avec plus de 60 milliards de dollars. «L'Algérie ne pourra protéger son économie tant qu'elle restera ouverte aux quatre vents et servir de poubelle à des produits de septième et huitième nécessité», s'est écrié le ministre du Commerce, le 23 mars dernier lors d'un entretien accordé à la Radio Chaîne III. Il séria une

liste de produits de consommation, que les entreprises algériennes peuvent bien fabriquer localement, et qui ont fait exploser la facture d'importation, au point de causer un déficit de la balance commerciale de 17 milliards de dollars. Le ministre promet d'assainir le fichier des importateurs, tout en faisant état de l'installation récente d'un comité ad hoc ayant pour mission de «faire le tri» dans les produits de première nécessité à importer. Tout le reste, précise-t-il, «fera désormais l'objet d'une licence d'importation».

## Nouvelle politique d'importation : les réserves de l'UE

L'Union européenne n'a pas manqué d'émettre des réserves au sujet des nouvelles mesures envisagées par l'Algérie dans sa politique d'importation. Un rapport de cette organisation régionale, datant du début mars dernier, en avait fait largement état. Les licences d'importations y sont jugées «protectionnistes», en plus du fait qu'elles étaient prises «sans concertation préalable» avec l'Union européenne. Le rapport ajoute que ces mesures et celles qui étaient prises auparavant, en 2016, dans le commerce et l'investissement, rendent encore plus difficile le climat des affaires pour les opérateurs économiques européens.

En matière d'«affaires» justement, des analystes n'hésitent pas à qualifier l'Algérie d'un marché

«ouvert aux quatre vents», composé de 41 millions de consommateurs dont le pouvoir d'achat était, jusqu'en 2014, boosté par les revenus pétroliers. Il est difficile de parler de véritable politique d'investissement, hors des flux commerciaux dont le flux privilégié est unilatéral, dans le sens des exportations du territoire de l'UE vers l'Algérie, avec, par exemple, un montant de 17 milliards de dollars en 2016. L'Algérie, en dehors des hydrocarbures, dont la bourse est en «berne» depuis près de trois ans, n'exporte que 2 milliards de dollars par - parfois moins - de produits hors hydrocarbures et pour l'ensemble de ses partenaires économiques (Europe, Afrique, Amérique, Asie).

Le bilan des pertes du Trésor, par suite des dégrèvements tarifaires dont bénéficient les produits importés du territoire de l'Union européenne, s'établit à presque 8 milliards de dollars depuis le début de la mise en œuvre de l'Accord d'association en septembre 2005.

Ainsi, les conséquences sur l'économie algérienne de l'Accord d'association sont loin de correspondre à ce qui en était attendu par la partie algérienne lors de sa signature 2002.

Laisser la porte béante aux produits européens avec des exonérations progressives, selon des nomenclatures annuelles, était vu comme un moyen d'espérer qu'une certaine «concurrence imposée» puisse secouer les entrepreneurs et les secteurs productifs algériens afin de se remettre en cause et tenter de se mettre au niveau des

enjeux. On rappelle ici que la nomenclature des produits s'accroît chaque année jusqu'à embrasser la totalité des importations issues de du territoire de l'UE à l'horizon 2020.

Heureusement que, entre-temps, l'Algérie a pu renégocier en 2009/2010 l'échéance initiale, à savoir 2017, consignée dans l'Accord d'association comme la date d'ouverture de la zone de libre-échange. L'Algérie a obtenu une sorte de «sursis» de trois ans. On ne sait pas encore s'il pourra être judicieusement mis à profit pour espérer amortir le choc d'une telle échéance, qui plus est, risque de tomber dans une phase de la poursuite de la crise des prix du pétrole.

## «Ménager le chou et la chèvre»

En s'invitant en 2009 à Bruxelles pour renégocier l'échéance en question, les responsables algériens avaient alors insisté sur le retard mis par les entreprises européennes à investir dans le domaine de la production en Algérie. C'était lors de la 5<sup>ème</sup> session du Conseil d'association Algérie-UE. Les autorités algériennes avaient «rappelé à leurs devoirs» les responsables de l'Union européenne sur le chapitre des investissements créateurs d'emplois et de richesses, de façon à compenser, ne serait-ce que partiellement, les pertes générées au Trésor public par les dégrèvements tarifaires dont bénéficient les produits européens.

Outre la voie de la «facilité» qui s'était dessinée dès le départ pour la politique commerciale européenne, basée sur les exportations vers les pays avec lesquels l'UE a contracté des accords d'association, dont l'Algérie - cela coïncida aussi avec les plus grandes recettes pétrolières que l'Algérie ait connus de son histoire - l'UE trouvera toujours à «redire» au sujet du climat d'investissement dans notre pays. Ce fut un prétexte tout trouvé pour justifier la préférence pour un commerce orientée quasi exclusivement vers les exportations, cela, exception faite de certains programmes d'accompagnement, dits d'appui, visant la réforme à la mise à niveau de certains secteurs d'activité en Algérie.

Les transferts de technologies, tant vantés et chantés des deux côtés de la Méditerranée, sont réduites à la portion congrue, se limitant à des protocoles d'application à exécuter sur des machines industrielles ou d'autres process, loin de la technologie de pointe, laquelle demeure couverte par des droits de la propriété industrielle.

Après près de douze ans, l'Accord d'association de l'UE avec l'Algérie trouve toujours ses détracteurs, sans doute plus qu'au début du processus. La raison est que, la conjoncture actuelle de l'Algérie sur le plan financier et économique a permis de les conforter dans leurs réserves et appréhensions. Le gouvernement lui-même semble pris d'un certain embarras face à la nécessité concomitante de «ménager» un partenaire de poids, qu'est l'Union européenne, et de s'engager sur une nouvelle politique d'importation à même de réduire le grave déficit de la balance commerciale.

S.T.



Syrie

# Les vraies négociations de paix pas encore commencées

L'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie a déclaré vendredi que des «progrès croissants» avaient été obtenus lors du 5<sup>ème</sup> round de pourparlers à Genève, mais a reconnu que les vraies négociations de paix n'avaient pas encore commencé, annonçant la tenue d'un 6<sup>ème</sup> round.



Concluant devant les journalistes neuf jours de négociations indirectes entre opposition et gouvernement syriens, Staffan de Mistura a souligné que les belligérants ont tous accepté de revenir à Genève pour un 6<sup>ème</sup> round, à une date qui n'a pas encore été fixée.

«Nous avons principalement parlé de substance.

Tous les invités ont été sérieux et motivés», a dit le médiateur, qui a déjà conduit cinq rencontres depuis début 2016, sans parvenir à un accord.

«Dans toute négociation, il y a des questions qui demandent à être préparées avant de commencer les vraies négociations de paix. Et il est clair que nous n'y sommes pas encore», a-t-il reconnu.

M. De Mistura a toutefois noté des «progrès croissants». «A la fin du 4<sup>ème</sup> round (en février) j'avais dit que le train était en gare. On peut dire que le train a commencé à quitter la gare, lentement, mais sûrement», a-t-il dit.

Lors de points de presse séparés, les chefs des deux délégations belligérantes sont restés sur leurs positions et ont accusé l'autre partie de ne pas chercher sérieusement une solution au conflit qui est entré dans sa septième année et a fait plus de 320 000 morts et des millions d'exilés. «Je ne peux pas dire si les négociations ont réussi ou échoué», a déclaré Nasr al-Hariri, chef de la délégation du Haut comité des négociations (HCN), qui rassemble des groupes clés de l'opposition.

Il a réaffirmé que toute solution politique exigeait «le départ immédiat du président syrien Bachar al-Assad et de

son régime». «La transition est la clé de la solution politique», a-t-il martelé.

L'ambassadeur de la Syrie à l'ONU, Bachar al-Jaafari, qui dirige la délégation de Damas, a reproché au HCN de se bercer d'illusion. «Ils n'ont qu'une illusion, c'est que nous leur donnions les clés et le pouvoir en Syrie», a-t-il dit, les traitant «d'adolescents qui font des déclarations ridicules».

M. De Mistura a annoncé qu'il se rendrait à la fin de la semaine prochaine à New York pour faire son rapport au Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres et discuter du prochain round.

Interrogé sur les rumeurs insistantes qui circulent sur son départ, le médiateur a botté en touche. «Quand vous l'entendrez de ma bouche ou du Secrétaire général, vous devrez alors prendre ça au sérieux», a-t-il dit. **L. Y.**

Afghanistan

## L'armée tue 27 terroristes

Les Forces nationales afghanes de sécurité ont tué 27 éléments armés à travers le pays au cours de la journée d'hier, a annoncé le ministère afghan de la Défense. «Au cours des 24 dernières heures, les Forces nationales afghanes de sécurité ont mené plusieurs opérations anti-terroristes afin d'éliminer de certaines régions les terroristes et les ennemis de la paix et de la stabilité en Afghanistan», a indiqué le ministère dans un communiqué faisant le point quotidiennement sur les opérations.

Dix-sept autres personnes ont également été blessées au cours des raids qui ont été lancés dans 11 des 34 provinces du pays, selon le communiqué.

L'armée afghane a aussi découvert et saisi des munitions et détruit une voiture piégée, trois motos et deux repaires des éléments armés, selon la même source.

Le communiqué n'a toutefois pas précisé s'il y avait eu des pertes humaines du côté des Forces de sécurité.

F. K.

Irak

## 150 terroristes éliminés près de la frontière

L'armée irakienne a annoncé vendredi que ses frappes aériennes dans la journée avaient tué plus de 150 membres du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) dans une région près de la frontière avec la Syrie.

Trois cachettes dans les environs de la ville de Baaj ont été bombardées et 150 à 200 terroristes, qui étaient entrés en Irak depuis la Syrie ont été tués au cours de l'opération, a précisé le commandement des opérations conjointes irakiennes dans un communiqué.

La ville de Baaj, située à environ 135 kilomètres au sud-ouest de Mossoul, est toujours sous le contrôle de l'EI et est considérée comme un important corridor par les terroristes pour traverser la frontière.

En 2014, l'EI s'est emparé de larges portions de territoire dans le nord et l'ouest de l'Irak, y compris Mossoul, la deuxième plus grande ville irakienne.

Le 17 octobre 2016, les forces irakiennes ont lancé l'offensive contre Mossoul, le dernier bastion des éléments de l'EI en Irak et ont réussi à reprendre la partie en fin janvier 2017. Les combats pour libérer la partie ouest de Mossoul ont commencé le 19 février.

T. O.

Ukraine

## L'ONU salue un accord visant à assurer le cessez-le-feu

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a salué vendredi le nouvel accord visant à assurer le plein respect du cessez-le-feu dans l'est de l'Ukraine et le retrait des armes lourdes avant le 1<sup>er</sup> avril et sur le désengagement des forces et du matériel à Stanytsia Luhanska avant le 6 avril. Cet accord conforme aux accords de Minsk, a indiqué son porte-parole dans une déclaration à la presse. «Le sort de la population civile reste très préoccupant. Le secrétaire général exhorte toutes les parties à respecter pleinement leur engagement renouvelé», a dit le porte-parole. «Il espère que cela permettra de progresser davantage dans les domaines de la sécurité, de l'humanitaire, de la politique et de l'économie».

M. Guterres a, en outre, prié les parties de faire tout leur possible pour assurer la sécurité et la sûreté de la Mission spéciale de surveillance de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (Osce).

«Le secrétaire général réitère le soutien total des Nations unies aux efforts de l'Osce, du Groupe de contact trilatéral et du Format Normandie et demande à tous les intéressés d'intensifier leurs efforts diplomatiques dans ce contexte», a encore dit le porte-parole.

R. C.

## 2 200 rebelles tués par l'armée

Quelque 2 200 rebelles ont été tués depuis que l'armée syrienne a lancé le 23 mars une contre-offensive dans la campagne nord de la province syrienne de Hama (centre du pays), a rapporté vendredi l'agence de presse officielle SANA. L'armée a repris aux rebelles des dizaines de villes et villages lors d'une offensive de grande envergure à laquelle s'est livré le Front Al-Nosra lié à Al-Qaïda plus tôt ce mois-ci et d'une autre offensive des rebelles au périphérique est de la capitale syrienne, Damas. Des éléments du Front Al-Nosra étaient parmi les rebelles tués, dont des «terroristes» arabes, a fait savoir SANA. **R. I.**

Selon le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson

# L'Otan pourrait combattre Daech sur Internet

Le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson a réclamé vendredi que l'Otan fasse davantage dans l'anti-terrorisme, citant l'exemple de la lutte contre l'organisation autoproclamée Etat islamique (EI/Daech) sur Internet.

«Alors que Daech utilise de plus en plus internet comme un outil de recrutement et de propagande, nous devons examiner comment nous pouvons perturber et contrer de façon agressive leurs opérations en ligne», a déclaré M. Tillerson devant ses homologues de l'Alliance à Bruxelles, selon une retranscription de son discours.

Lors de leur dernier sommet à Varsovie en juillet 2016, les pays de l'Otan «ont reconnu le cyberspace comme un domaine opérationnel, au même titre que la terre, les airs ou la mer», a rappelé le chef de la diplomatie américaine.

«Nous ne pensons pas que l'Otan doit être en première ligne partout dans la lutte contre le terrorisme», mais l'Alliance «doit apporter une valeur ajoutée et davantage de soutien», a-t-il demandé.

Concernant l'éventualité d'actions «agressives» contre Daech dans le cyberspace, un responsable de l'Otan à Bruxelles a assuré que l'action de l'Otan était toujours «défensive».

Les dirigeants de l'Alliance, qui se réuniront pour la première fois avec le nouveau président américain Donald Trump le 25 mai à Bruxelles, devraient donner à cette occasion des pistes plus concrètes pour accroître le rôle de l'Otan dans la lutte antiterroriste, a de son côté promis le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg. L'attendat de Londres la semaine dernière «nous rappelle que nous devons tous redoubler d'efforts», a-t-il souligné lors d'une conférence de

presse après la réunion ministérielle.

M. Stoltenberg a rappelé que l'Otan était déjà engagé sur plusieurs théâtres, en Afghanistan (mission d'entraînement et de conseil des forces afghanes), dans les Balkans et en mer Egée, pour «stabiliser son voisinage».

Mais l'Otan dispose d'un «potentiel encore non entamé pour faire davantage», a-t-il assuré. L'Alliance a notamment une longue expérience dans la mise en place de sessions de formation et d'entraînement d'armées de pays partenaires. Elle a commencé à entraîner des officiers irakiens en Irak, en fournissant notamment des kits de déminage d'engins explosifs improvisés (IED), et va élargir cette mission en offrant «des cours de médecine militaire» et un soutien à «l'entretien de tanks et de véhicules armés», selon M. Stoltenberg. **R. I.**



Tizi Ouzou

# 312 nouveaux cas de tuberculose enregistrés l'année dernière

Pas moins de 312 nouveaux cas de tuberculose ont été enregistrés dans la wilaya de Tizi Ouzou en 2016, a-t-on appris jeudi des spécialistes qui ont pris part à une rencontre organisée au niveau de l'auditorium du CHU Nedir Mohammed à l'occasion de la Journée mondiale de cette maladie.



Le superviseur du programme national de lutte contre la tuberculose au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou, Ahmed Alliouane a indiqué que «sur l'ensemble des cas dépistés durant l'exercice 2016 au niveau local, 165 ont présenté une atteinte extra-pulmonaire avec un taux de 55, 85%».

La tuberculose pulmonaire a été diagnostiquée chez 147 patients qui ont représenté 47,11% de la totalité des cas, a-t-il affirmé, relevant que 10 autres cas ont fait l'objet de rechute après avoir subi un premier traitement de la maladie.

Malgré la baisse graduelle de la prévalence de la tuberculose pulmonaire, le Dr. Alliouane a relevé une montée des atteintes extra-pulmonaires dont la prévalence est estimée à 9,58 cas par 100 000 habitants contre 26,47 pour une population similaire au niveau

national où 22 682 cas ont été confirmés en 2016.

Les principales formes détectées dans cette catégorie sont les tuberculoses ganglionnaires et neuro-méningées qui deviennent de plus en plus fréquentes dans la société, a-t-il déclaré, soulignant que des efforts devront être consentis en vue d'aboutir à un diagnostic précoce et prise en charge efficiente.

L'intervenant a précisé également que la forme contagieuse de la maladie a représenté 113 cas sur les 312 qui ont été pris en charge au niveau des différents services du CHU, notamment ceux des maladies infectieuses, médecine interne, pneumologie et oto-rhino-laryngologie (ORL). Abordant des résultats de traitement, l'orateur a indiqué que les taux de guérison en 2015 était de 88,7%, tandis que l'échec a représenté 1,8% contre un seul décès et

quatre qui ont abandonné les traitements.

Le professeur Nassima Achour du service infectieux du CHU a donné les résultats d'une étude rétrospective réalisée entre 2000 et 2015 sur 135 dossiers de malades pris en charge en niveau de cette structure. Les résultats ont révélé que 80% de ces cas ont présenté des tuberculoses extra-pulmonaires avec une moyenne de huit à neuf cas par an.

L'infection neuro-méningée était dominante avec un total de 44 patients touchés, au moment la tuberculose ganglionnaire a été retrouvée chez 33 patients. Elle relevé de ce contexte une élévation de la prévalence de cette forme extra-pulmonaire au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou qui renferme les deux tiers des cas recensés au niveau national.

La maladie est aussi beau-

coup plus fréquente chez les femmes, puisque la tuberculose touche deux femmes sur un homme et les tranches d'âge les plus vulnérables se situent entre 20 et 29 ans chez les jeunes et 40 et 49 ans chez les adultes. Le Pr. Achour a insisté à la fin de sa communication de la nécessité de multiplier les efforts en vue de maîtriser cette maladie qui ne cesse de faire des victimes malgré les moyens de lutte mis en place.

Le Pr. Achour a, par ailleurs, mis le point sur l'importance de dépistage précoce et de la prise en charge immédiate des patients en vue d'éviter les complications et permettre la guérison complète de l'infection qui est passée de la forme pulmonaire à des stades beaucoup plus compliqués qui nécessitent l'intervention de différents services dans une meilleure maîtrise de la situation.

R. T.

## Durant l'année dernière à Oran 3 380 évacuations vers l'Établissement hospitalo-universitaire

L'Établissement hospitalo-universitaire (EHU) 1<sup>er</sup> Novembre d'Oran a enregistré 3 380 évacuations en 2016, soit une moyenne de 9,2 évacuations par jours, selon les statistiques de l'établissement.

«Ces évacuations viennent de différentes wilayas de l'Ouest du pays, ce qui crée une pression dans les services de l'EHU, notamment pour les interventions basiques, qui peuvent facilement être prises en charge par les services des établissements qui les transfèrent», a indiqué à l'APS, le directeur de cette structure.

«Que peut-on faire lorsqu'on nous transfère un malade qu'on doit intuber, alors que tous nos respirateurs sont occupés ?», s'est interrogé le Dr Mohamed Mansouri, affirmant que «les équipes de l'Ehuo, tout le temps sous pression à cause de ces évacuations, se débrouillent pour ne pas mettre la vie du malade en péril».

«Certains établissements évacuent des malades qu'ils peuvent très bien prendre en charge. L'EHU d'Oran, qui signale régulièrement ces comportements irresponsables à la tutelle, ne peut toutefois pas renvoyer ces malades et finit toujours par les prendre en charge», a-t-il déploré soulignant que ces établissements évacuent leurs malades sans même avoir l'aval de l'Ehuo.

«L'Ehuo, qui oeuvre à maîtriser et développer des technologies de pointe, à même de prendre en charge les pathologies les plus compliquées et les plus lourdes et par conséquent, réduire la facture du transfert des patients à l'étranger, se trouve submergé par des actes médicaux et chirurgicaux pouvant se faire dans les établissements de proximité», a ajouté le Dr Mansouri.

Parmi les évacuations enregistrées à l'Ehuo, 905 de la wilaya de Mascara, 571 de la wilaya de Relizane, 523 des différents établissements de santé d'Oran, 416 de la wilaya de Mostaganem et 299 de la wilaya de Tiaret, a-t-on indiqué.

R. O.

La culture de la plante reste interdite

## L'Argentine légalise l'usage médical du cannabis

Les sénateurs argentins ont définitivement adopté mercredi une loi autorisant l'usage thérapeutique d'huile de cannabis, mais ont maintenu l'interdiction de cultiver la plante.

La loi, qui avait déjà été approuvée par les députés en novembre, permet l'importation d'huile de cannabis pour les patients ayant des prescriptions médicales et au ministère argentin de la Santé de fournir gratuitement le médicament dans des cas d'épilepsie, d'autisme et d'autres pathologies.

Cette loi ouvre la voie à ce que la substance soit obtenue auprès d'un fournisseur légal et à un accompagnement médical.

Depuis la décision pionnière de l'Uruguay, qui a été en décembre 2013 le premier pays au monde à avoir légalisé la production, la distribution et la consommation du cannabis, d'autres pays comme le Mexique, la Colombie et le Chili ont infléchi leur position dans un contexte de légalisation progressive de la marijuana sur le continent américain.

K. L.

Au cours des cinq prochaines années

## L'OMS veut réduire de moitié les erreurs liées à la prise de médicaments

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé mercredi une initiative mondiale visant à réduire de 50% les erreurs graves et évitables liées à la prise de médicaments à travers le monde au cours des cinq prochaines années.

Cette initiative vise à remédier aux faiblesses des systèmes de santé qui conduisent à des erreurs de médication et aux conséquences graves qui en résultent. Elle propose des moyens d'améliorer la façon dont les médicaments sont prescrits, distribués et consommés, et de sensibiliser davantage les patients aux risques associés à une utilisation inappropriée des médicaments, a précisé l'OMS dans un communiqué de presse.

Les erreurs de médication causent au moins un décès chaque jour et font du mal

à environ 1,3 million de personnes chaque année rien qu'aux Etats-Unis. Si l'on estime que les pays à revenu faible et intermédiaire ont des taux d'effets indésirables liés à la prise de médicaments similaires aux pays à revenu élevé, l'impact est environ deux fois plus élevé en termes de nombre d'années de vie en bonne santé perdues. Beaucoup de pays manquent de bonnes données, qui seront recueillies dans le cadre de l'initiative. Globalement, le coût associé aux erreurs liées à la prise de médicaments est estimé à 42 milliards de dollars par an ou près de 1% des dépenses totales de santé mondiale.

«Outre le coût humain, les erreurs de médication font peser une énorme pression sur les budgets de la santé. Prévenir les erreurs économise de l'argent et sauve des

vies», a déclaré la directrice générale de l'OMS, le Dr Margaret Chan. Tant les professionnels de santé que les patients peuvent commettre des erreurs qui entraînent de graves dommages, comme ordonner, prescrire, distribuer, préparer, administrer ou consommer le mauvais médicament ou la mauvaise dose au mauvais moment. Mais toutes les erreurs de médication sont potentiellement évitables. Les erreurs de médication peuvent, notamment être causées par la fatigue des professionnels de santé, le trop grand nombre de patients, les pénuries de personnel, la mauvaise formation et la mauvaise information donnée aux patients. Les mesures prévues dans le cadre de l'initiative de l'OMS seront axées sur quatre domaines : les patients et le public.

K. L.



Oran

# Projet de transfert d'eau potable à la daïra d'Oued Tlelat

**Un projet de transfert de 70.000 mètres cubes d'eau potable au profit de la daïra d'Oued Tlelat (Oran), sera réalisé en prévision notamment du nouveau pôle urbain, dont la concrétisation a atteint un taux de 30%, a-t-on appris jeudi du directeur de l'hydraulique de la wilaya.**

Lors de la visite de travail et d'inspection du wali d'Oran dans la daïra d'Arzew, Djelloul Tarchoune a indiqué qu'hormis la commune d'Oued Tlelat, d'autres localités dont Tafraoui et Kehailia seront approvisionnées en eau potable dans le cadre de ce projet de transfert à partir de la station de dessalement d'El Mactaa.

Le même responsable a indiqué qu'une quantité de 18.000 m<sup>3</sup> d'eau à partir de la station d'Aïn El Bia et une autre de 17.000 m<sup>3</sup> de la conduite MAO (Mostaganem-Arzew-Oran), seront livrées à la ville d'Arzew, qui sera également dotée d'une capacité de stockage de 13.800 m<sup>3</sup>.

Ces quantités d'eau permettront à Arzew d'être approvisionnée en H24 et assureront l'autonomie et la sécurisation de cette ville en matière d'AEP, a souligné Djelloul Tarchoune, ajoutant que 40.000 m<sup>3</sup> d'eau seront égale-

ment livrés à la zone industrielle d'Arzew à partir de la station d'El Mactaa.

En outre, une quantité de 1.500 m<sup>3</sup> d'eau potable sera bientôt transférée à Arzew, afin de consolider l'AEP et satisfaire la totalité de ses besoins en eau.

Lors de sa visite, le wali a procédé, à El Mohgoun, au lancement et à l'inauguration de plusieurs projets, dont ceux d'un marché de proximité, d'une agence postale, d'une agence d'Algérie Télécom, d'une autre de la SEOR (Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran), d'une salle de soins, d'un stade de proximité et d'une mosquée réalisée par un bienfaiteur.

A Sidi Benyebka, Abdelghani Zaalane a inauguré le nouveau parc véhicules de l'APC et un stade de proximité, ainsi qu'une stèle commémorative et a posé la première pierre du projet de réalisation de 800 logements LPL.

L. B.



## Le programme LSP entièrement achevé fin 2017

■ Le programme de logement social participatif (LSP) sera entièrement achevé dans la wilaya d'Oran à la fin de l'année 2017, a-t-on appris jeudi du directeur du logement.

Sur un total de 24.220 LSP dans le cadre de ce programme, 23.270 ont été achevés et livrés et 950 restants seront livrés avant la fin 2017, a indiqué Behhar Mohamed, lors d'une visite de travail et d'inspection du wali dans la daïra d'Arzew.

Le directeur du logement a souligné que l'attention est concentrée aujourd'hui sur les nouveaux programmes de logement, notamment le logement promotionnel aidé (LPA), indiquant que 3.464 logements de ce type ont été livrés sur un programme de 9.416 logements. Le reste, soit 5.952 LPA sont en cours de réalisation dont 1.490 seront livrés vers la fin de l'année en cours.

Le wali d'Oran a posé la première pierre du pro-

jet de réalisation de 380 logements LPA comprenant 35 bureaux et 108 locaux commerciaux dans la localité d'El Mohgoun relevant de la commune d'Arzew, a-t-on rappelé.

Le projet est scindé en deux lots. Le premier de 285 logements, qui sera réalisé en 24 mois pour un coût de 559,7 millions DA et le second de 100 logements pour un délai de 22 mois et un coût de 369,6 millions DA. Abdelghani Zaalane a également procédé à la pose de la première pierre d'un projet de 800 logements publics locaux (LPL) dans la commune de Sidi Benyebka (daïra d'Arzew). D'un coût de 02 milliards DA, ce projet sera réalisé en 32 mois. Une première tranche de 300 logements de ce projet sera réceptionnée durant le 1er semestre 2018 et le reste, soit 500 logements, le sera en janvier 2019, a-t-on prévu.

E. K.

Dans le cadre du projet de grands transferts des eaux

## Relogement de plus de 330 familles à Sétif

■ Au total, 334 familles des communes de Tachouda et de Guelta Zerga (Sétif) ont été relogées mercredi dans le cadre de l'opération d'indemnisation des habitants dont les logements se situent sur le périmètre des travaux du projet de grands transferts des eaux depuis le barrage Drâa Diss. Effectuée en présence du chef de l'exécutif local, Nacer Maâskri, cette opération de relogement a ciblé 270 familles de la commune de Tachouda et 64 autres familles de la commune de Guelta Zerga, a-t-on précisé. Les familles concernées ont été relogées dans la commune de Guelta Zerga relevant de la daïra d'El Eulma dans des logements disposant de toutes les commodités, a-t-on noté sur place. Une opération de démolition des anciennes habitations a été engagée, juste après le relogement des bénéficiaires, et ce en présence des autorités locales. A souligner qu'une indemnisation financière a été également accordée aux familles concernées par le relogement pour les besoins du chantier des transferts des eaux depuis le barrage Drâa Diss.

G. B.

Ouargla

## Un budget pour divers projets au quartier de Mekhadma

■ Une enveloppe de 500 millions DA a été dégagée pour la réalisation de 35 opérations de développement au profit de Mekhadma, un des grands quartiers de la commune d'Ouargla, a-t-on appris mercredi auprès de l'Assemblée populaire communale d'Ouargla.

Retenues au titre des plans communaux de développement (PCD), ces opérations, visant la prise en charge des préoccupations du citoyen et l'amélioration de son cadre de vie, portent, entre-autres, sur la réhabilitation de certaines routes dégradées, l'ouverture de nouveaux axes routiers, la réalisation de réseaux d'AEP (eau potable) dans certains quartiers et la réhabilitation d'autres.

La réhabilitation du réseau d'assainissement, l'extension de l'éclairage public, la réalisation de trottoirs, le ravalement de façades, la réalisation d'un stade de proximité et la réalisation de gradins au stade de 1.000 places, font partie des opérations projetées au profit de ce grand quartier de la commune d'Ouargla. Les projets retenus concernent aussi l'aménagement d'espaces verts et d'espaces de détente, a-t-on fait savoir.

Ce quartier avait bénéficié depuis 2012 d'un financement public de 315 millions DA pour la concrétisation de 41 opérations de développement, toutes réceptionnées, a-t-on rappelé à l'APC.

G. D.

Blida

## Situation désastreuse de la majorité des abattoirs

Le wali de Blida, Abdelkader Bouazghi, a annoncé, jeudi, la constitution d'une commission d'enquête afin de faire le constat de la situation désastreuse des différents abattoirs de la wilaya, a indiqué un rapport de la commission de la Santé, de l'hygiène et de la protection de l'environnement de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW), présenté aujourd'hui.

Selon l'annonce faite, par le wali, en marge de la première session ordinaire de l'APW, consacrée aux bureaux d'hygiène de la wilaya, une commission sera mise en place en vue de faire le constat de la situation des abattoirs de la région et des insuffisances à leur niveau, afin d'y remédier.

Le rapport en question a fait cas d'un manque d'hygiène au

niveau de la majorité des abattoirs de la wilaya, constituant ainsi un véritable risque pour la santé du citoyen, à l'instar de ceux de Chiffa, Boufarik, et Oued El Alleugue, au moment où deux abattoirs de la ville de Blida sont exploités à d'autres fins, depuis leur fermeture.

Cette situation a contraint les professionnels du secteur, à Blida, à recourir à d'autres abattoirs situés dans les wilayas avoisinantes, dont Tipasa et Alger.

Une situation jugée inacceptable, selon le même rapport, qui indique qu'une majorité des commerçants concernés ne transportent pas leurs viandes dans des camions frigorifiques, ce qui constitue une menace pour la santé du citoyen, notamment à l'approche du mois sacré

du Ramadhan, enregistrant une hausse dans la consommation des viandes.

D'où le mécontentement exprimé, par M. Bouazghi, à l'égard de cette situation, du fait, a-t-il dit, de l'importance dévolue, par ses services, à ce dossier en relation directe avec la santé des citoyens.

Aussi, s'est-il engagé à accorder des facilitations à tous les opérateurs privés désireux d'investir dans ce domaine d'activité au niveau des communes disposant d'un foncier pour ce faire.

Le wali a signalé, en outre, l'adoption, dernièrement, d'un projet de réalisation de deux abattoirs respectivement à Larbaà et Bourafik, en total respect des critères internationaux en vigueur.

T. N.



## DIVERS ►►

Désigné malgré lui

**Bob Dylan à Stockholm pour recevoir son Nobel de littérature****Après des mois de suspense, Bob Dylan reçoit dans le plus grand secret ce week-end à Stockholm son Nobel de littérature des mains des académiciens suédois qui l'ont distingué, presque malgré lui, pour sa poésie.**

**T**homas Mann, Albert Camus, Samuel Beckett, Gabriel Garcia Marquez ou Doris Lessing: à 75 ans, le chanteur rejoint le Panthéon des hommes et des femmes de lettres canonisés par l'Académie suédoise depuis 1901.

Il doit se voir remettre son diplôme et sa médaille au cours d'une entrevue avec le jury suédois, dans un lieu et en un temps tenus strictement secrets.

Le mystère demeure entier quant à son discours de réception, qui peut aussi être une chanson. Tout lauréat doit rendre sa «leçon Nobel» dans les six mois suivant la cérémonie de remise du prix le 10 décembre, soit avant le 10 juin.

«L'Académie suédoise et Bob

Dylan sont convenus de se rencontrer ce week-end. Cela se fera en petit comité et dans l'intimité, et aucun média ne sera présent; seuls Bob Dylan et des académiciens seront présents, conformément aux souhaits de Dylan», a expliqué la secrétaire perpétuelle de l'Académie suédoise, Sara Danius, sans préciser si cela aurait lieu samedi ou dimanche.

«Aucun discours Nobel ne sera prononcé. L'Académie a de bonnes raisons de penser qu'une version enregistrée (du discours) sera envoyée à une date ultérieure», a-t-elle ajouté.

Car sans leçon, pas de cachet : le chèque de huit millions de couronnes (838 000 euros) accompagnant les lauriers Nobel

n'est signé et remis que si la leçon a été donnée.

- Hippiés sénéiles -

Seule certitude : Bob Dylan donne deux concerts dans la capitale suédoise, samedi et dimanche, coup d'envoi d'une tournée européenne à l'occasion de la sortie de son nouvel opus, un triple album de reprises de Frank Sinatra.

A quelques heures de sa première prestation hier, les médias suédois, comme lassés, évoquaient à peine le cas Dylan sur leurs sites.

De l'avis des spécialistes, il ne devrait pas faire mention de son prix sur scène.

«Dès que vous voulez l'emmener dans une direction, il prend le

contrepied», explique Martin Nyström, critique musical du quotidien *Dagens Nyheter*.

À la surprise générale - parfois teintée d'indignation - Bob Dylan, de son vrai nom Robert Allen Zimmerman, avait été récompensé en octobre «pour avoir créé dans le cadre de la grande tradition de la musique américaine de nouveaux modes d'expression poétique», selon les attendus de l'Académie.

Premier musicien nobélisé par les sages suédois, son nom comme celui du Canadien Leonard Cohen, qui allait décéder en novembre, revenait de temps en temps dans les spéculations, sans jamais être pris au sérieux.

Là où les puristes attendaient ses compatriotes Philip Roth ou Don DeLillo, la secrétaire perpétuelle Sara Danius a âprement défendu son choix et celui de ses pairs, inscrivant la poésie chantée de Dylan dans la tradition homéenne.

Du côté des indignés, l'Ecoisais Irvine Welsh, auteur de *Trainspotting*, s'était moqué d'un prix décerné par «des hippies séniles», tandis que le romancier français Pierre Assouline, dénonçait un choix «affligeant».

- Arrogance -

Pris à son corps défendant dans ce tumulte de louanges et de critiques, Bob Dylan a accueilli l'annonce par un silence non moins tonitruant. Au point de s'attirer les foudres d'un notable de l'Académie, Per Wästberg, qui s'était emporté contre son «arrogance».

Le soir du banquet, le 10 décembre, c'est l'ambassadrice américaine en Suède qui a lu son discours de remerciements, dans lequel il confiait son étonnement de voir son nom aux côtés de ceux d'auteurs comme Rudyard Kipling (1907) ou Ernest Hemingway (1954).

«Ces géants de la littérature dont les oeuvres sont enseignées dans les classes, figurent dans les rayonnages des bibliothèques du monde entier et dont on parle avec tant de déférence ont toujours fait sur moi la plus profonde impression», disait-il alors.

Pour Martin Nyström, les absents n'ont pas toujours tort. À l'en croire, le natif du Minnesota

(nord des Etats-Unis) passe son temps à accorder sa lyre : «Il a un emploi du temps incroyable. C'est un artiste, il écrit des livres, des textes, de la musique et il est en tournée sans arrêt avec son groupe», plaide-t-il.

Avec son folk-rock lettré, ses lunettes noires et sa voix rugueuse, Bob Dylan est passé du troubadour folk à l'aube des années 1960 à la superstar décorée en 2012 par le président américain, Barack Obama.

L'homme à l'harmonica est souvent absent des grands rendez-vous où le monde entier l'espère. En 1969 déjà, jeune tête d'affiche du festival de la contre-culture organisé à Woodstock (nord-est des Etats-Unis), il avait été soudainement déprogrammé, occupé ailleurs. **AFP**

### Attentat de Londres La dernière personne arrêtée libérée

La police londonienne a annoncé hier avoir remis en liberté sans charge retenue contre elle la dernière des 12 personnes arrêtées dans le cadre de l'enquête sur l'attentat qui avait endeuillé la capitale britannique la semaine dernière.

«Toutes les personnes qui avaient été arrêtées en relation avec l'attaque terroriste de Westminster le 22 mars ont été relâchées sans poursuites», écrit Scotland Yard dans un communiqué.

La personne relâchée samedi est un homme de 30 ans qui avait été arrêté à Birmingham (centre), a précisé la police.

Quatre personnes sont mortes et une cinquantaine d'autres ont été blessées dans l'attaque menée par Khalid Masood, 52 ans sur le pont de Westminster et devant le Parlement britannique. L'assaillant a été tué.

L'attentat a été revendiqué par le groupe jihadiste État islamique (EI) mais Scotland Yard a annoncé lundi ne pas avoir «trouvé de preuve d'une association» de Masood avec l'EI ou Al Qaïda, ni de preuve qu'il s'était radicalisé en prison.

L'homme, qui s'était converti à l'Islam, avait cependant «clairement un intérêt pour le jihad», a précisé un responsable de l'anti-terrorisme au sein de la police londonienne.

Entre 1983 et 2003, Adrian Russell Ajao, alias Adrian Elms, alias Khalid Masood avait été plusieurs fois condamné pour agressions, détention illégale d'armes et trouble à l'ordre public. **AFP**

Brésil

**Nouvelles manifestations contre les mesures d'austérité**

**D**es dizaines de milliers de Brésiliens sont redescendus manifester dans les rues vendredi pour protester contre les mesures d'austérité imposées par le gouvernement du président Michel Temer, un «échauffement» avant la grève générale convoquée pour fin avril, estiment les syndicats.

«Aujourd'hui est un nouveau jour de manifestations contre la réforme des retraites, la législation du travail et toutes les attaques que le gouvernement Temer et ses alliés commettent contre les travailleurs», a déclaré à l'AFP, Marcella Azevedo, leader du Mouvement des Femmes en lutte, aux côtés d'étudiants, professeurs, syndicalistes et militants de gauche qui défilaient à Sao Paulo.

Des manifestations se sont également déroulées à Brasília, Rio de Janeiro, Belo

Horizonte et dans d'autres grandes villes du pays.

Des dizaines de milliers de Brésiliens avaient déjà manifesté leur colère le 15 mars dans tout le pays, notamment contre le projet de réforme des retraites.

Les syndicats ont estimé que les manifestations de vendredi étaient «un échauffement» avant la grève générale convoquée pour le 28 avril.

Un sondage paru vendredi révèle que seulement 10% des personnes interrogées ont une opinion positive de l'action du gouvernement conservateur. Et que 55% considèrent sa gestion «mauvaise ou lamentable».

Arrivé au pouvoir en 2016, après la destitution de la présidente de gauche, Dilma Rousseff, Michel Temer a lancé une série de

mesures d'austérité impopulaires pour tenter de relancer l'économie du Brésil.

Après avoir fait approuver par le Congrès le gel des finances publiques sur 20 ans, l'autre réforme phare prévoit d'élever l'âge minimum de départ à la retraite à 65 ans, un changement radical dans un pays où les travailleurs peuvent s'arrêter à 54 ans.

Cette dernière mesure, discutée au Congrès, crée de fortes résistances, même au sein de la base alliée au président Temer.

Les résultats des réformes du gouvernement se font attendre et le chômage a battu dans la période de décembre à février un nouveau record, touchant 13,5 millions de personnes (13,2% de la population active), selon des données divulguées vendredi. **AFP**



Violences au Kasai

# La procureure de la CPI appelle au calme

La procureure de la Cour pénale internationale (CPI) a appelé vendredi au calme après des violences en République démocratique du Congo, notamment dans les provinces des Kasai.



Les corps de deux experts de l'ONU avaient été retrouvés mardi au Kasai-central, après l'annonce par le gouvernement du massacre de 39 policiers par des rebelles.

"Je suis profondément préoccupée par les nombreux rapports faisant état d'une situation de violences graves depuis plusieurs mois en République Démocratique du Congo (RDC), en particulier dans les provinces des Kasai", a déclaré la procureure Fatou Bensouda dans un communiqué.

Une rébellion, se réclamant du chef coutumier Kamwina Nsapu tué dans une opération militaire en août, secoue depuis six mois

quatre provinces du centre du pays (Kasai-central, Kasai, Kasai-oriental et Lomami), causant la mort d'au moins 400 personnes.

"J'appelle toutes les parties potentiellement impliquées à s'abstenir de recourir à la violence criminelle", a-t-elle ajouté, évoquant "des informations (faisant) état de violences entre des milices locales et les forces congolaises, du meurtre (...), d'enlèvements et d'exécutions sommaires de personnes, y compris d'experts des Nations Unies en mission et de leurs accompagnateurs".

Les corps de deux experts, l'Américain Michael Sharp et la Suédoise Zaida Catalan, ont été retrouvés mardi après avoir été enlevés le 12 mars avec leurs

quatre accompagnateurs congolais.

La police nationale congolaise a accusé lundi des rebelles d'avoir massacré au Kasai 39 de ses agents qui seraient tombés la semaine dernière dans une "embuscade" tendue par des miliciens Kamwina Nsapu.

L'ONU a accusé la rébellion de recrutement d'enfants et de nombreuses atrocités, tout en reprochant aux forces de l'ordre de faire un usage disproportionné de la force contre des miliciens armés essentiellement de bâtons et de lance-pierres.

"Je n'hésiterai pas à agir si des actes constitutifs de crimes relevant de la compétence de la Cour sont commis et à prendre toutes les

mesures qui s'imposent pour poursuivre en justice les personnes responsables", a encore averti Mme Bensouda, assurant "surveiller avec une extrême vigilance la situation" en RDC.

Son bureau y a ouvert en 2004 une enquête portant essentiellement sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis à l'est du pays, dans l'Ituri et dans les provinces du Nord et du Sud Kivu, qui a mené aux premiers condamnations de la CPI.

Basée à La Haye, la Cour est compétente pour poursuivre des auteurs présumés de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis depuis le 1er juillet 2002.

AFP

Côte d'Ivoire

## Six mois de prison pour l'opposant Sam l'Africain

Un tribunal d'Abidjan a condamné vendredi à "six mois d'emprisonnement ferme", l'opposant ivoirien d'origine libanaise Sam Mohamed Jichi, dit "Sam l'Africain", pour "injures et diffamation envers un groupe ethnique".

Arrêté le 17 mars, "Sam l'Africain", qui dirige un petit parti de la mouvance favorable à l'ex-président Laurent Gbagbo, est aussi condamné à cinq ans de privation des droits civiques.

Selon des propos rapportés par la presse, ce Libanais d'origine, marié à une Ivoirienne, avait, lors d'un meeting, affirmé que l'actuel président ivoirien Alassane Ouattara était d'origine burkinabè et marié à une Française.

Né en Côte d'Ivoire, M. Ouattara a accompli sa scolarité secondaire au Burkina voisin, à l'époque la Haute-Volta, et occupé plusieurs postes au titre de ce pays, ce qui a alimenté un interminable débat sur sa nationalité, ses

adversaires l'accusant d'être d'origine burkinabè.

Certains de ses adversaires politiques avaient développé pour le déclarer inéligible le concept nationaliste d'"ivoirité", qui sera à l'origine d'une décennie de sanglante crise politico-militaire en Côte d'Ivoire entre 2002 et 2011.

Le procureur avait requis 12 mois d'emprisonnement contre Sam l'Africain, dénonçant "des propos xénophobes qui furent dans le passé à l'origine de crise politique" dans le pays et estimant que les "discours haineux doivent être bannis par des leaders qui aspirent à diriger la Côte d'Ivoire".

La condamnation de Sam l'Africain "est une grave atteinte à la liberté démocratique et d'expression" a réagi son avocat Me Modeste Abié, critiquant "une très mauvaise décision".

"Un leader politique ne mérite pas la

prison quand il s'exprime lors d'un meeting comme ce fut son cas" a poursuivi Me Abié, affirmant avoir "immédiatement fait appel" à la condamnation.

La nouvelle Constitution adoptée en 2016 par référendum doit "tourner la page" d'une décennie de crise, notamment éliminant le concept d'ivoirité et en clarifiant les conditions d'éligibilité du chef de l'Etat.

Sam l'Africain était devenue une véritable vedette lors qu'il a déposé en tant que témoin en 2016 à La Haye au procès pour crimes contre l'humanité du président Gbagbo devant la Cour pénale internationale (CPI).

Ses répliques d'une fausse naïveté prêtant parfois à rire, mais aussi ses pleurs en évoquant l'aide que M. Gbagbo a apporté à sa mère, son physique rondouillard et son boubou avaient fait sensation au procès de son ancien mentor.

AFP

Gambie

## Création d'une association pour les victimes du régime Jammeh

Une association pour les victimes de la dictature de l'ancien président Yahya Jammeh vient d'être créée à Banjul. Leur réunion de présentation a eu lieu ce jeudi 30 mars. Le Comité pour les victimes des atrocités de Jammeh regroupe des proches ayant perdu un frère, une mère, un mari. Réunis derrière le slogan "#Gambia Justice must prevail !", ils souhaitent aujourd'hui mettre la pression sur le nouveau gouvernement d'Adama Barrow, pour obtenir justice.

Dans la salle, chacun a une histoire à raconter. Abdoulie Bojang, par exemple, est venu avec une photo de son fils de 18 ans, Lamine, tué lors d'une manifestation d'étudiants en 2000 par les forces de l'ancien régime.

"Voici Lamine, c'est la photo de mon fils décédé. Les tueurs ont condamné mon fils, ils lui ont confisqué le droit de vivre... Oui, je ressens beaucoup de colère contre eux, quand je vois ses anciens camarades qui aujourd'hui sont vivants et travaillent dans des banques, ou font du business." Comme lui, ils sont une cinquantaine à réclamer justice. Ils ont rédigé une liste de 12 demandes qu'ils souhaitent remettre au nouveau gouvernement. Ousainou Mbenga est l'un des Gambiens à l'origine de ce comité : "On a attendu assez longtemps. Maintenant tout le monde clame que c'est la "Nouvelle Gambie". Mais s'ils sont sincères à propos de cette "Nouvelle Gambie", toutes les atrocités commises par Jammeh doivent être jugées. On doit aller plus loin qu'on ne le fait maintenant, car on a à peine gratté la surface de tout ce que Jammeh a fait subir à notre peuple ces 22 dernières années." Et certains sont même venus de loin dans cette quête de justice. Olay Jabbi est américano-gambienne. Son frère est retourné en Gambie, en 2013, et depuis elle ne l'a jamais revu. Olay vient tout juste d'apprendre qu'il a été l'une des victimes du régime de Jammeh.

"La raison pour laquelle on a décidé de former cette sorte de groupe de pression, c'est parce que on sait qu'individuellement, ça ne sert à rien. Alors qu'on peut se regrouper, parler d'une seule voix, et nous serons beaucoup plus forts." L'association attend beaucoup des premiers procès contre les proches de Yahya Jammeh qui devraient bientôt s'ouvrir. Et espère que beaucoup d'autres suivront ensuite.

RFI

Rwanda

## Une ONG accuse le gouvernement de répression dans des litiges fonciers

Dans un rapport publié vendredi 31 mars, l'organisation de défense des droits de l'homme Human rights watch (HRW) accuse des autorités civiles et militaires de l'ouest du Rwanda d'avoir menacé, violenté et poursuivi en justice des habitants qui se sont opposés à des politiques d'expropriation de terres agricoles. Selon HRW la répression des autorités concerne deux affaires expropriation. Tout d'abord, un litige foncier dans le district de Rubavu, où les autorités ont forcé 30 familles à quitter leurs terres agricoles au profit d'une famille " influente ". La seconde est liée à la construction d'un nouveau village, un peu plus au sud à Rutsiro. Selon l'enquête réalisée par l'ONG de défense des droits de l'homme, dans ces deux cas, les populations qui se sont opposées à ces expropriations, ou simplement tenté de les questionner, ont été intimidées. Certains ont même été " passés à tabac ", d'autres ont été arrêtés et inculpés de " provocation au soulèvement ". Pour l'ONG si " l'objectif du gouvernement de régler les litiges fonciers et de moderniser les villages est légitime, (...) piétiner les droits des personnes les plus affectées et qui expriment leurs craintes pour leurs terres et leur moyens d'existence ne l'est pas ".

Les autorités rwandaises n'ont pas réagi à ce rapport. Interrogé par HRW la maire du district de Rutsiro avait affirmé ne pas être au courant de l'existence de critiques envers la politique d'expropriation de son district.

Le Rwanda, petit pays d'Afrique centrale, est le pays le plus densément peuplé du continent. La majorité de la population dépend toujours de l'agriculture et la pression sur la terre est donc forte. Depuis 1994, si le gouvernement est régulièrement salué pour ses résultats économiques, il est régulièrement pointé du doigt pour son manque d'ouverture politique et ces atteintes à la liberté d'expression.

RFI



Trump face à l'Europe : Les États-Unis mènent leurs guerres depuis le continent européen

# Peut-on éviter une nouvelle guerre mondiale ?

Après avoir dénoncé la complicité de nombreux hommes politiques français avec des groupes terroristes dans son précédent livre 56, Jean-Loup Izambert publie *Trump face à l'Europe*, un livre qui analyse les stratégies guerrières des États-Unis et les conséquences sur l'Europe que la nomination de Donald Trump au poste de président va entraîner.

Par Jean-Loup Izambert

**L'**élection, fin 2016, de Donald Trump comme quarante-cinquième président des États-Unis peut-elle changer favorablement les relations des États-Unis avec le monde ainsi qu'il s'y est engagé ?

« Une voie difficile », estime le président russe Vladimir Poutine. D'autant plus difficile que depuis leur fondation en 1776, les États-Unis ont consacré plus de 93% de leur existence à faire la guerre aux peuples pour s'approprier leurs richesses et imposer leur hégémonie.

Les dirigeants du « pays de la guerre » ont fait des millions de morts et de personnes déplacées, détruit des pays entiers, et favorisé le développement de la misère et du terrorisme jusqu'au cœur de l'Europe.

Aussi, le dossier « Europe », non de la petite Europe de Bruxelles mais de la grande Europe, qui s'étend de Lisbonne à Vladivostok, est l'un des plus importants auquel Donald Trump doit faire face.

Après avoir détruit l'Afghanistan, l'Irak, la Libye et la Syrie, comment les États-Unis portent-ils la guerre en Europe ? Et, face au péril, quel est ce nouveau monde qui met l'espoir en chantier ?

Mondialisations.ca reproduit, avec l'autorisation de l'auteur, un extrait du livre « Trump face à l'Europe ».

## Les États-Unis mènent leurs guerres depuis le continent européen

L'activité de propagande de Washington en Europe est d'autant plus aisée que, depuis les années 1970, la France n'a plus de politique étrangère indépendante. Depuis 1982, en dehors de la période où Dominique de Villepin fut Premier ministre (2005-2007), le ministère des Affaires étrangères est sous l'influence d'un cartel de diplomates atlantistes qui imposent leurs vues sur tous les dossiers.

Ces campagnes incessantes, relayées par les milieux atlantistes en Europe et les médias, ont pour objectif principal d'occuper militairement l'espace européen. Les pays qui ont permis l'installation de bases de l'Otan sur leur sol ont ainsi pris le risque de devenir eux-mêmes les cibles d'une première frappe. C'est le cas des Pays baltes, de la Pologne, de l'Ukraine, de la Roumanie, de la Grèce, de l'Italie, mais aussi de l'Allemagne, qui est quadrillée militairement par les États-Unis. La base militaire étasunienne de Ramstein, située au sud-ouest de l'Allemagne dans le district de Rhénanie-Palatinat, est l'un des centres de coordination important des activités militaires étasuniennes en Europe occidentale. Les activités militaires de cette base US contre des pays d'Europe ou d'autres régions, déployées sans l'accord du gouvernement allemand,



illustrent la manière dont Washington n'hésite pas à utiliser le territoire d'un pays européen pour ses seuls intérêts. Il en va de même pour l'Italie.

Après la Seconde Guerre mondiale, mais surtout à partir des années 1990, de nouvelles bases militaires ont été implantées par Washington près des frontières russes. L'Italie sert ainsi, en 1990, de paillasse à la soldatesque étasunienne pour bombarder les Balkans depuis les bases étasuniennes et de l'Otan qui y sont implantées en nombre. Celles-ci sont supervisées par le Commandement Africa (Africom), qui a en Italie deux importants commandements subordonnés : l'US Army Africa (Armée US pour l'Afrique), dont le quartier général est à la caserne Ederle de Vicence (Vénétie), et les U.S. Naval Forces Europe-Africa (Forces navales US pour l'Europe et l'Afrique), dont le quartier général est situé dans la base de Capodichino, à Naples. Leur « aire de responsabilité » couvre la Russie, l'Europe et l'Afrique (sauf l'Égypte, qui entre dans celle du Commandement central), y compris la moitié de l'Atlantique, du Pôle Nord à l'Antarctique. S'y ajoutent les chasseurs de porte-avions et les drones armés basés à Sigonella, en Sicile.

Dans un article publié début octobre 2016 dans le quotidien *Il Manifesto*, le géographe et géopolitologue Manilo Dinucci indique que « parmi ses nombreuses « missions », l'Africom est en train de construire au Niger une base de drones armés, officiellement à fonction « antiterroriste ». Elle sert aux opérations militaires que les USA conduisent depuis des années, avec la France, dans l'Afrique du Sahel, surtout au Mali, au Niger et au Tchad. Pays parmi les plus pauvres du monde (avec un taux d'analphabétisme, au Niger, de 70% chez les hommes et 90% chez les femmes), mais très riches en matières premières – coltan et or au Mali, uranium au Niger, pétrole au Tchad – ils sont exploités par des multinationales étasuniennes et fran-

çaises qui redoutent la concurrence des sociétés chinoises, lesquelles offrent aux pays africains des conditions beaucoup plus favorables ».

La Grèce du gouvernement Syriza-« nationalistes » est également partie prenante pour des opérations menées contre la Libye, l'Afrique et le Moyen-Orient avec les bases de l'Otan toujours présentes sur son territoire. Le Kosovo accueille « Camp Bondsteel », la deuxième plus grande base US en Europe, qui sert de soutien logistique aux opérations menées dans les Balkans et le Moyen-Orient. En Islande, la base de Keflavik, mise en sommeil en 2006, est réactivée en 2015 pour contrôler tout l'espace aérien de l'Atlantique Nord, notamment le détroit entre l'Islande et les Shetlands et les Orcades au nord de l'Écosse, et mener des opérations d'espionnage aux frontières de la Fédération de Russie. Mais à quoi peut bien servir la base allemande de Ramstein aujourd'hui ?

Dans une interview accordée en septembre 2016 à l'agence de presse Sputnik, Willy Wimmer, ex-vice-président de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (Osce) et ex-secrétaire du ministère allemand de la Défense, indique que « la base légale de la présence des troupes américaines sur le territoire allemand, c'est toujours l'Otan. Cependant, après la réunification de l'Allemagne, la nécessité même de l'existence de l'Otan a été remise en cause, en absence de menace du côté oriental ». Et de rappeler qu'« il est d'autant plus important que les accords concernés ont été signés alors que l'Otan se situait à un millier de kilomètres de la frontière russe ».

L'Allemagne n'ayant jamais été menacée en aucune manière ni par l'Urss ni par la Fédération de Russie, « dès lors, l'Otan a changé son principe d'une alliance défensive, intentionnellement et sans accord des parlements des pays membres, de telle sorte

que cette organisation est devenue une machine agressive qui s'appuie sur sa nouvelle doctrine militaire datant de 1999 », souligne-t-il. Il ne s'agit plus d'une fonction défensive de l'Otan : « Cela signifie que les structures américaines sont utilisées en dehors de tout lien avec l'Allemagne pour réaliser et appuyer les missions meurtrières des troupes américaines à travers le monde. Ainsi, nous n'avons pas affaire à des forces armées qui nous défendent d'après les accords, mais sommes plutôt confrontés à la capacité d'agression internationale des États-Unis », précise-t-il.

Les États-Unis se servent ainsi de bases militaires du continent européen pour mener leurs actions de guerre (enlèvements, assassinats, bombardements, espionnage, etc.) vers d'autres pays et espionner non seulement des pays européens, mais également la Fédération de Russie et son environnement. Plusieurs avions-espions seront interceptés par la chasse russe lors de leurs missions ou rattachés vigoureusement hors de l'espace aérien qu'ils avaient violé. L'espionnage régulier de la Fédération de Russie et de l'Europe occidentale, le positionnement de troupes importantes étasuniennes sous couvert de l'Otan aux frontières de la Fédération de Russie, le déploiement de nouvelles bases militaires comme les tentatives répétées de violations de son espace aérien traduisent la volonté de Washington de préparer un conflit majeur et de rechercher un incident déclencheur.

Ces faits sont d'autant plus graves que Washington utilise ses bases en Europe pour des actes de guerre, indique l'ex-Secrétaire du ministère allemand de la Défense : « Des missions meurtrières de drones américains à travers le monde sont aussi menées depuis la base de Ramstein. Le gouvernement fédéral le sait, mais il le cache à son peuple. C'est une honte ! », déclare-t-il.

Jean-Loup Izambert



Brexit

# L'UE veut dicter les conditions des négociations



**L'Union européenne a fixé vendredi ses conditions pour l'épineuse négociation du Brexit, rejetant la demande de Londres de mener dès le départ des tractations parallèles sur l'accord de divorce et sur leur «relation future», notamment commerciale.**

Cette première mise au point, avant même que les tractations n'aient vraiment commencé, illustre à quel point cette séparation sans précédent dans l'histoire de l'UE sera complexe, après plus de 40 ans d'une relation tourmentée. Et elle aura des répercussions en cascade, comme l'a rappelé la demande reçue vendredi par la Première ministre britannique Theresa May de la part de son homologue écossaise Nicola Sturgeon, qui lui demande formellement «le pouvoir d'organiser un second référendum d'indépendance». L'UE a précisé de son côté ses exigences.

Certes, les discussions sur la «relation future» avec Londres pourront commencer avant le retrait effectif du Royaume-Uni, selon le projet d'«orientations de négociations» présenté vendredi à la Valette par le président du Conseil européen Donald Tusk.

Mais il faudra d'abord que des «progrès suffisants» aient été faits sur l'accord réglant le retrait britannique et il ne s'agira que de «discussions préliminaires», est-il précisé dans ce texte, que les dirigeants des 27 pays fidèles à l'Union devront adopter lors

d'un sommet le 29 avril.

## «Pas de marchandage»

Une fois l'accord de divorce en bonne voie, les 27 sont prêts à préparer «des dispositions transitoires» pour combler le vide entre le moment du Brexit et la conclusion d'un accord sur la relation future, que ce soit sur le plan commercial mais aussi dans d'autres domaines comme la sécurité.

Mais pas question de «commencer des discussions parallèles sur tous les sujets en même temps, comme suggéré par certains au Royaume-Uni», a martelé M. Tusk, en prédisant des négociations «difficiles, complexes et parfois même conflictuelles». Les 27 veulent ainsi imposer leur cadence, face à un gouvernement britannique désireux de pouvoir négocier en parallèle, et dès le départ, l'accord qui règlera les modalités de sortie de l'UE et celui qui définira les futures relations entre les deux parties.

Dès les premières heures qui ont suivi la notification formelle du Brexit mercredi, une autre pomme de discorde était apparue. Elle concerne la future coopération de Londres en matière de sécurité avec l'UE, que Theresa May a semblé mettre dans la balance pour obtenir des conditions de départ avantageuses. «Cela doit être un malentendu», a voulu croire vendredi M. Tusk, se disant convaincu que les Britanniques étaient des «partenaires sages et décents».

«Le Royaume-Uni a un engagement pour la sécurité et la défense de l'Europe», a assuré vendredi le chef de la diplomatie britannique Boris Johnson, à Bruxelles pour une réunion de l'Otan. «C'est inconditionnel et ce n'est pas l'objet d'un marchandage», a-t-il insisté.

Les «orientations» des 27 publiées vendredi ont par ailleurs rappelé les

grandes priorités de l'UE pour l'accord de divorce.

Elle veut clarifier le sort des plus de trois millions de ressortissants européens au Royaume-Uni et du plus d'un million de Britanniques résidant dans un autre Etat membre.

«Nous nous assurerons que les citoyens ne sont pas utilisés comme des objets d'un marchandage par quelque partie que ce soit», a prévenu vendredi le Premier ministre maltais Joseph Muscat.

## «Top départ le 22 mai»

L'UE voudra aussi lever les incertitudes pesant sur la frontière entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord, province britannique, et exigera que Londres «honore tous ses engagements» financiers.

La Commission a évalué la facture entre 55 et 60 milliards d'euros, selon un haut responsable européen.

Mais Londres «ne reconnaît pas les montants parfois très importants qui ont circulé à Bruxelles», a averti jeudi le ministre britannique des Finances Philip Hammond, laissant présager des tractations particulièrement difficiles sur ce point. Après le sommet européen à 27 prévu le 29 avril à Bruxelles, il faudra encore que les Etats membres se réunissent en mai, au niveau ministériel, pour adopter des «directives» de négociations plus détaillées. Le Français, Michel Barnier, négociateur en chef de l'UE, devrait alors avoir son mandat en mains pour commencer les tractations avec Londres, presque un an après le référendum par lequel les Britanniques ont choisi de quitter l'UE.

Selon un haut responsable européen, le feu vert pour commencer concrètement les négociations devrait être donné le 22 mai par l'UE.

AFP

## Etats-Unis : Clinton fustige Trump pour vouloir réduire la diplomatie

■ L'ancienne secrétaire d'Etat et candidate à la Maison Blanche Hillary Clinton a critiqué vendredi le président républicain Donald Trump pour avoir proposé de réduire le budget de la diplomatie, glissant lors d'un discours quelques allusions à sa propre candidature malheureuse. «Certains signaux envoyés sont très inquiétants», a déclaré Hillary Clinton, en apparence bonne forme, devant quelques centaines d'étudiants à l'université Georgetown à Washington.

«Les propositions de réductions de cette administration dans la santé, le développement international et la diplomatie seraient une grande erreur pour notre pays», a lancé celle qui dirigea la diplomatie des Etats-Unis de 2009 à 2013. Donald Trump veut couper le budget de 28%, mais le Congrès aura le dernier mot.

La démocrate a par ailleurs affirmé que les réfugiés n'étaient «pas seulement le problème des autres». «J'appelle ce gouvernement à poursuivre son rôle de leadership pour promouvoir la paix dans le monde, car le monde continuera avec ou sans l'implication des Etats-Unis», a déclaré Mme Clinton. «Dans le monde complexe et interconnecté qui est le nôtre, on ne peut pas se contenter de choisir un ou deux sujets», a-t-elle taclé. «Allons-nous nous mettre sur la touche, ou continuer à montrer la voie ?»

Elle s'exprimait à l'occasion d'une remise de prix à son nom, récompensant quatre Colombiens ayant participé au récent accord de paix historique, dont trois femmes. Elle a été accueillie par une ovation des étudiants, qui ont scandé: «Hillary ! Hillary !» Puis l'ex-candidate de 69 ans a effectué quelques clin d'oeil à sa campagne de 2016, lançant pincésans-rire : «Et me voilà encore en train de rabâcher des faits!». Ou encore, reprenant une phrase raillée d'une conseillère de Donald Trump: «Ca, c'est la réalité alternative».

Depuis sa défaite, Hillary Clinton n'a pas complètement disparu de la scène publique. On l'a vue savourer sa popularité dans les grands théâtres de Broadway, et elle a prononcé quelques discours, dernièrement mardi à San Francisco, à une convention de femmes d'affaires, Professional BusinessWomen of California. «Il n'y a aucun autre endroit où je préférerais être - à part la Maison-Blanche», avait-elle plaisanté, avant de critiquer l'absence de femmes dans l'administration Trump.

AFP

## La sécurité n'influencera pas la négociation du Brexit, dit Mogherini

■ Les conséquences du Brexit sur la défense et la sécurité européennes seront minimales, a estimé vendredi Federica Mogherini, Haute représentante aux affaires étrangères de l'Union européenne.

Theresa May, la Première ministre britannique, a suscité un certain émoi en écrivant dans sa lettre officialisant mercredi la demande de divorce que «notre coopération dans la lutte contre la criminalité et le terrorisme» serait fragilisée si le Royaume-Uni quitte l'UE sans conclure d'accord. Certains y ont vu une menace voilée, un chantage à la sécurité, même si Londres a balayé depuis cette interprétation, le ministre britannique au Brexit, David Davis, déclarant le lendemain qu'il s'agissait d'une simple observation.

A son arrivée à une réunion de l'Otan vendredi à Bruxelles, Federica Mogherini a remis en perspective la contribution de Londres aux opérations extérieures de l'UE. L'effort britannique, a-t-elle dit, représente 3% des missions civiles et 5% des missions militaires européennes à l'étranger.

«C'est une contribution appréciée mais aussi une contribution sans laquelle bien sûr la défense et la sécurité de l'Union européenne peuvent parfaitement continuer», a-t-elle dit aux journalistes. «L'influence qu'ils pourraient chercher à exercer par ce biais serait vraiment minimale.» Mogherini a ajouté que la coopération se poursuivrait quelle que soit l'issue des négociations.

«Je souhaite que nous pourrions établir et que nous établirions une bonne et solide coopération en matière de sécurité et de défense, même après le Brexit. L'Union européenne et la Grande-Bretagne continueront naturellement de coopérer dans ce domaine, aussi par le biais de notre coopération avec l'Otan», a-t-elle dit.

Le Royaume-Uni est avec la France le seul pays membre de l'UE disposant de capacités de projections militaires d'envergure sur des théâtres extérieurs - les deux pays sont aussi les deux seules puissances nucléaires du bloc. Les services du renseignement britannique sont également très précieux, du fait notamment de leur participation au réseau Five Eyes auxquels participent aussi les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Reuters



Paraguay

# La question de la réélection du président déclenche des violences

**Un projet controversé d'amendement constitutionnel qui permettrait la réélection du président du Paraguay a suscité vendredi des heurts entre la police et des manifestants qui ont envahi le bâtiment du Congrès.**



Les violences ont fait une trentaine de blessés, dont trois parlementaires. La possibilité de la réélection du président est voulue par le gouvernement, mais critiquée par l'opposition, qui est attachée au mandat unique prévu actuellement par la Constitution.

A un an de l'élection présidentielle de 2018, la réforme devrait permettre au président conservateur Horacio Cartes, au pouvoir depuis 2013, et à l'ex-président Fernando Lugo (2008-2012), un

ancien évêque, de briguer un nouveau mandat.

Vendredi en fin de journée, une majorité de 25 sénateurs sur 45 ont approuvé le projet d'amendement de la constitution. Le vote s'est déroulé dans des bureaux du Sénat, car la salle d'assemblée plénière était occupée par les sénateurs du Parti libéral, opposés à la réforme.

Dans la soirée, des manifestants ont violemment occupé le

Congrès et provoqué des heurts avec la police.

Ils ont ensuite saccagé les bureaux des sénateurs favorables à l'amendement avant de provoquer un incendie.

Scandant des slogans comme «Plus jamais de dictature», des centaines d'opposants ont fait irruption dans le Congrès après avoir cassé des portes, des palissades et des baies vitrées.

## Référendum

Après la dictature du général Alfredo Stroessner, de 1954 à 1989, la Constitution de 2012 avait tranché : pas de réélection. La disposition visait à protéger le Paraguay d'une tentative d'un pré-

sident de se cramponner au pouvoir.

La Chambre des députés, où le gouvernement possède une large majorité, doit approuver à son tour la réforme de la Constitution.

Ce vote était prévu samedi, mais il a été reporté en raison des débordements.

«Nous ne pourrions pas voter ce samedi. Ce qui se passe est grave. J'espère que le calme reviendra rapidement», a déclaré le président de la Chambre des députés, Hugo Velazquez.

En cas d'approbation par les deux chambres, le Tribunal supérieur électoral devrait convoquer un référendum dans un délai de trois mois.

Le président du Sénat estime que le vote de vendredi est «inconstitutionnel», et il a appelé la Cour suprême à l'invalidier.

«Que les citoyens se prononcent sur la réélection par référendum, une minorité ne peut pas l'empêcher», a rétorqué la sénatrice Lilian Samaniego, présidente du Parti Colorado, au pouvoir.

Des heurts ont éclaté après l'annonce du vote des sénateurs et une trentaine de policiers et de manifestants ont été blessés, ont indiqué les pompiers.

Le président du Sénat, le libéral Roberto Acevedo, le candidat libéral battu lors de la présidentielle de 2013, Efraim Alegre, et le député libéral Edgar Ortiz figurent parmi

les blessés, a dénoncé le sénateur d'opposition Luis Wagner.

Le député a reçu une balle caoutchoutée tirée par un policier anti-émeutes.

Les sénateurs d'opposition proches de l'ex-président de gauche Fernando Lugo (2008-2012), ont approuvé la réforme, mais l'opposition libérale a dénoncé «un coup parlementaire» et appelé à «la résistance».

«C'est un projet dictatorial de Horacio Cartes avec la complicité de Ferdinand Lugo, complice de ce projet autoritaire», a soutenu le sénateur Carlos Amarilla.

Dans la soirée, le président Horacio Cartes a lancé un appel au calme et qualifié les manifestants de «barbares».

«J'appelle les citoyens à rester calmes et à ne pas se laisser convaincre par ceux qui, depuis des mois, annoncent des faits de violence et que le sang coulera», a-t-il dit dans un communiqué.

Il accuse l'opposition libérale «de ne pas ménager ses efforts pour atteindre son objectif de détruire la démocratie et la stabilité politique et économique du pays».

Samedi vers 00h00 (04h00 GMT), le calme était revenu devant le Congrès, où les forces de l'ordre restaient mobilisées en nombre, pour contenir tout débordement.

AFP

Venezuela

## Six pays réclament le retour de «l'ordre démocratique»

■ Six pays d'Amérique du Sud ont condamné vendredi la rupture de «l'ordre démocratique» au Venezuela et ont appelé à «son rétablissement rapide», dans une déclaration conjointe publiée à Buenos Aires.

L'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Uruguay et le Paraguay, membres de l'Union sud-américaine des nations (Unasur), ont protesté contre la décision du Tribunal suprême de Justice (Cour suprême) du Venezuela de s'attribuer les pouvoirs du Parlement, contrôlé par l'opposition.

«Nous lançons un appel pour le rétablissement rapide de l'ordre démocratique dans ce pays pour le bien de tout le peuple frère du Venezuela», déclarent les six pays dans une déclaration commune.

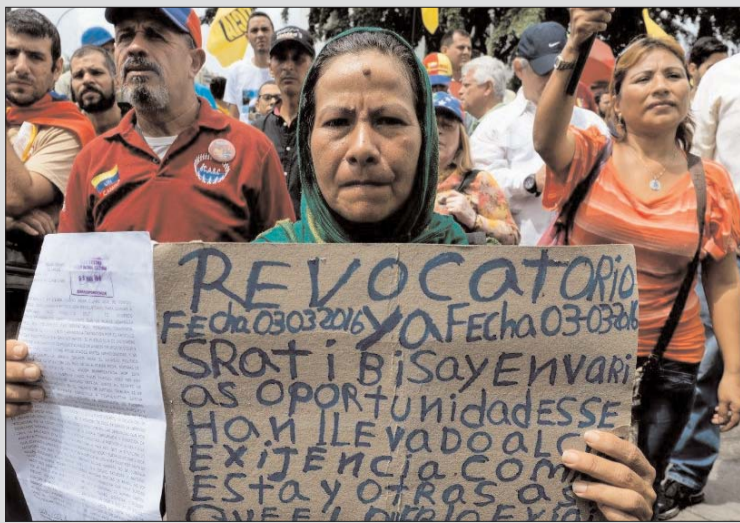
Le document «condamne la situation créée par la décision du Tribunal suprême de justice du Venezuela qui affecte l'Assemblée nationale de ce pays et les parlementaires élus par le vote populaire en décembre 2015».

Les six pays expriment leur «inquiétude» devant «l'annonce que le Tribunal s'attribue les compétences du pouvoir législatif», «la décision de limiter les prérogatives de l'Assemblée nationale» et «la restriction de l'immunité parlementaire de ses membres».

Ces mesures «portent atteinte aux principes et aux valeurs essentiels de la démocratie représentative et à la séparation des pouvoirs, piliers de l'état de droit», déclarent les pays signataires.

Les ministres des Affaires étrangères de plusieurs pays de la région doivent se concerter samedi à Buenos Aires pour prendre une décision commune face à la crise vénézuélienne.

T. O.



Espagne

## Le nouveau budget s'éloigne de l'austérité

Le gouvernement minoritaire de Mariano Rajoy a présenté vendredi, avec huit mois de retard en raison de la crise politique de 2016, un projet de budget 2017 qui s'éloigne de l'austérité pratiquée depuis des années par les conservateurs.

La loi de finances approuvée en conseil des ministres prévoit notamment une hausse de 1% des salaires des fonctionnaires et davantage de dépenses sociales, dans l'espoir d'obtenir le soutien d'une partie de l'opposition.

Le vote du budget, prévu dans les prochaines semaines, permettra de tester l'endurance de Mariano Rajoy, qui a entamé en octobre dernier un deuxième mandat de quatre ans sans majorité au parlement, après deux

élections législatives (décembre 2015, juin 2016) sans net vainqueur.

Les perspectives du chef du Parti populaire (PP, conservateur) se sont cependant améliorées depuis qu'il a obtenu le soutien des centristes de Ciudadanos («Citoyens») à ce projet de loi de finances.

Mariano Rajoy cherche également à s'attirer les suffrages des petits partis régionaux des îles Canaries et du pays Basque.

Le PP détient 137 sièges sur 350 à la chambre basse du Parlement alors qu'il faut 176 voix pour approuver le budget.

Le projet adopté par le gouvernement prévoit de consacrer davantage de fonds à la lutte contre la pauvreté infantile et à

l'aide des sans-emploi. Il est également prévu de pérenniser 250.000 emplois dans le secteur public et de créer 8.000 nouveaux postes dans la police et l'enseignement.

Le gouvernement a également accepté d'abaisser la taxe sur la valeur ajoutée sur les billets de concert et de théâtre, l'augmentation des taxes dans ce secteur, décidée en 2012, s'étant révélée très impopulaire. Il n'y aura cependant pas de hausse de dépenses publiques, promet le gouvernement, qui prévoit de ramener le déficit à 3,1% du produit intérieur brut contre 4,54% en 2016. Madrid table sur une prévision de croissance «très prudente» de 2,5% pour cette année.

Reuters

Bulgarie

## Annulation d'un décret d'intégration des réfugiés

■ Le gouvernement bulgare a décidé d'annuler un décret prévoyant notamment une prise en charge financière des réfugiés par l'Etat, en pleines tractations pour la formation d'un nouveau gouvernement qui devrait comprendre les partis nationalistes hostiles aux migrants. Ce financement public prévoyait notamment la prise en charge des dépenses de santé des réfugiés et il a fait l'objet de vives critiques tant de la part des nationalistes que des socialistes lors de la campagne pour les élections législatives du 26 mars. Or la coalition nationaliste «Patriotes unis», troisième parti du parlement avec 27 élus à l'issue des élections, aura un rôle incontournable dans la formation du futur gouvernement et fait monter les enchères en vue d'une alliance. Le conservateur Boiko Borissov, dont le parti Gerb a remporté le scrutin avec 95 élus sur un total de 240, doit trouver des alliés et a commencé vendredi des discussions avec cette coalition au discours xénophobe. «Un nouveau mécanisme sera élaboré d'ici sept jours» pour remplacer le texte suspendu, a déclaré le ministre intérimaire de l'Intérieur Plamen Ouzounov et le nouveau décret devra fixer aux migrants «des conditions d'intégration sociale et culturelle», selon un communiqué du gouvernement.

G. K.



Manifestation «Mostaganem, capitale du théâtre»

# Programmation de plusieurs activités durant une année

Plusieurs activités diverses et variées de différentes wilayas du pays sont programmées durant une année, dans le cadre de la manifestation «Mostaganem, capitale du théâtre» dont l'ouverture est prévue dimanche prochain, a-t-on appris jeudi soir du directeur de la culture de cette wilaya.



Le programme comporte des représentations théâtrales pour adultes et enfants de nombreuses troupes et coopératives, des conférences et des colloques nationaux et internationaux, des journées d'étude et des ateliers de formation, qui seront dédiés hebdomadairement à des personnalités du quatrième art algérien, a indiqué Koudid Abdelali lors d'une conférence de presse.

Il a cité, dans ce sens, la série de conférences «Kheir djalliss» (meilleur compagnon) qui abordera, entre autres, la situation du théâtre algérien, la modernité et le patrimoine dans les oeuvres de Abderrahmane Ould Kaki, la littérature universelle et le théâtre, la mise en scène théâtrale, le théâtre moderne, la critique théâtrale et le théâtre pour enfants.

Des colloques nationaux traiteront des contributions du théâtre amateur, du roman adapté en théâtre, du théâtre scolaire..., de même qu'une conférence sur le théâtre révolutionnaire et des journées d'étude sur la gestion du théâtre et la commercialisation des oeuvres théâtrales y sont également programmés, a-t-il ajouté. Les ateliers se concentreront sur des thèmes ayant un rapport avec le 4<sup>ème</sup> art dont ceux de la scénographie, l'écriture et l'adaptation théâtrales, l'expression corporelle, le maquillage, l'éclairage et la sonorisation, selon le même responsable qui a aussi fait part de la 50<sup>ème</sup> édition du Festival du théâtre amateur, du festival des Ecoles des beaux-arts, du festival du théâtre universitaire et d'expositions sur le costume théâtral, la photo, la créativité féminine et les

arts plastiques, entre autres.

M. Koudid a souligné que toutes les grandes activités théâtrales qu'organisent périodiquement les wilayas du pays seront transférées à Mostaganem, en plus d'activités culturelles et artistiques étrangères.

La cérémonie d'ouverture de la manifestation «Mostaganem, capitale du théâtre» prévoit un carnaval de Mostaganem initié par l'association culturelle El Moudja avec la participation de 60 comédiens, dans le but de rééditer l'idée de Théâtre de rue, ainsi qu'une exposition sur la chronologie du théâtre algérien et un autre du livre de théâtre, en plus d'un hommage à des personnalités du théâtre algérien.

Un montage théâtral intitulé El menbaâ (la source) comportant des séquences d'oeuvres

de grands dramaturges algériens dont Abdeldkader Alloula, Ould Abderrahmane Kaki, Azzeddine Medjoubi, Mustapha Kateb et Bachtarzi sera également présenté lors de cette cérémonie.

La manifestation «Mostaganem, capitale du théâtre» sera clôturée le 27 mars 2018 avec la reproduction d'une oeuvre théâtrale du regretté Ould Abderrahmane Kaki, enfant de Mostaganem, a-t-on indiqué. Le programme d'animation de cette manifestation a été élaboré par la direction de la culture de la wilaya de Mostaganem en coordination avec le Théâtre régional de Mostaganem Si Djillali Benabdelhalim et la bibliothèque principale de lecture publique. H. C.

Organisée à Oran

## Exposition photographique dédiée à Cervantès

Une exposition photographique dédiée à l'illustre figure de la littérature espagnole Miguel de Cervantès (1547-1616), est proposée depuis jeudi à Oran dans le cadre des échanges culturels entre les deux pays et dans le sillage du 4<sup>ème</sup> centenaire de la mort de l'auteur de *Don Quichotte*.

45 clichés, signés José Manuel Navia, sont présentés lors de cette manifestation artistique intitulée «Miguel de Cervantès ou le désir de vivre», qui se tient jusqu'au 23 avril prochain à la salle d'expositions du siège de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Oran.

L'intérêt revêtu par cette activité au plan des échanges culturels algéro-espagnols a été mise en relief lors de la cérémonie de vernissage, tenue en présence du président de l'APC d'Oran, Noureddine Boukhatem et du directeur de l'Institut Cervantès d'Oran, Gonzalo Manglano de Garay. Cette exposition, qui sera également rééditée du 15 mai au 15 juin pro-

chains à Alger (salle Mohamed Zinet de Riad El Feth), se propose de «reconstituer un parcours visuel des lieux et chemins par lesquels est passé Miguel de Cervantès le long de sa vie», ont indiqué les organisateurs.

Des photos des villes d'Alger et d'Oran figurent parmi les images exposées et accompagnées de textes et citations littéraires qui les lient aux oeuvres et à l'itinéraire de la vie de Miguel de Cervantès.

Le parcours de l'exposition permet ainsi aux visiteurs de suivre les traces du père de la figure chevaleresque *Don Quichotte*, héros de son oeuvre littéraire majeure, qui a cheminé, entre autres, par des villes espagnoles (Alcala de Henares, Valladolid et Madrid), par l'Italie (Naples, la Sicile), la Grèce (Lépante), la Tunisie (Tunis), l'Algérie (Alger, Oran) et le Portugal (Lisbonne), avant de revenir en Espagne (Esquivias, Tolède, La Manche, et l'Andalousie). Le photographe auteur de cette exposition, José Manuel Navia, est né

en 1957 à Madrid. Il est aussi licencié en philosophie. Egalement reporter, sa profession l'a amené à investir un genre photographique «personnel et passéiste, toujours en couleur et dans les limites de ce qui est documenté», ont expliqué les organisateurs. Cet artiste a à son actif plusieurs expositions photographiques thématiques, à caractère littéraire et historique, notamment. Le maire d'Oran a fait savoir qu'il est prévu d'organiser des visites de l'exposition au profit des élèves des différents établissements scolaires. Le directeur de l'Institut Cervantès a suggéré, quant à lui, l'animation d'une séance de lecture de textes de *Don Quichotte* lors de la cérémonie de clôture.

L'inauguration de cet événement culturel s'est tenue en présence du directeur du musée national Ahmed Zabana d'Oran qui conserve une statue de Cervantès actuellement en restauration et qui sera dévoilée en mai prochain à l'occasion de la célébration du Mois du patrimoine. T. Z.

Mihoubi à Tamanrasset

## Le cinéma doit reconquérir sa place auprès des cinéphiles

Le ministre de la Culture, Azzeddine Mihoubi, a mis l'accent à Tamanrasset, sur la nécessité d'œuvre de sorte à faire reconquérir au cinéma sa place auprès des cinéphiles.

«Il appartient de conjuguer les efforts pour que le cinéma renoue avec son public, en tant qu'art véhiculant un message de communication et l'un moyen de créativité et de spectacle artistique au sein de la société», a indiqué le ministre lors de l'inspection du projet d'aménagement de la salle de cinéma (190 places) de Tamanrasset.

Mettant en exergue la nécessité de modernisation des équipements, numérisation notamment, des salles de cinéma, M. Mihoubi a évoqué la convention de coopération signée par le secteur avec les iraniens pour tirer profit de l'expérience iranienne dans le domaine cinématographique.

Le ministre de la Culture a appelé aussi à achever, dans les plus brefs délais, les travaux d'aménagement de cette structure culturelle qui a nécessité un investissement de près de 226 millions de DA.

Il s'est enquis, par ailleurs, des activités de la bibliothèque principale de la ville de Tamanrasset et de la manifestation Lire en fête qui se déroule actuellement à Tamanrasset, avant d'inspecter l'office du parc culturel de l'Ahaggar et de s'enquérir de ses activités.

Sur site, il a exhorté les responsables concernés à exploiter les meilleures voies pour la préservation des monuments et objets à haute valeur historique.

Le projet du théâtre en plein air de 4 000 places a fait également l'objet de la visite d'inspection du ministre de la Culture qui a insisté sur l'exploitation optimale de cette structure pour l'organisation de manifestations théâtrales et de festivals culturels de dimension nationale.

M. Mihoubi, qui a visité à la Maison de la culture une exposition d'arts plastiques et une autre de produits de l'Artisanat, a présidé une cérémonie de signature d'une convention de coopération entre le secteur de la Culture et les associations culturelles actives dans la wilaya de Tamanrasset.

Cette convention vise une série d'objectifs, notamment un partenariat dans le domaine des activités culturelles entre le secteur et les associations locales, la dynamisation de la scène culturelle et sa promotion à travers les quartiers, en plus de la préservation et la préservation du patrimoine culturel local.

Au titre de cette convention, le ministre de la Culture a donné le départ de la caravane culturelle de proximité dénommée Amalène Dalyès, qui s'est ébranlée en direction du quartier Emchoune.

M. Mihoubi a, en outre, présidé une cérémonie en l'honneur d'artistes de la région, en reconnaissance pour leurs efforts visant la préservation du patrimoine culturel local, ainsi que de l'association Imzad de sauvegarde du patrimoine.

Au terme de visite de travail dans la wilaya, le ministre de la Culture Azzeddine Mihoubi s'est enquis des activités de la Maison de l'Imzad (vielle monocorde traditionnelle). T. L.



Les passions peuvent me conduire, mais elles ne sauraient m'aveugler.

Madame de la Fayette

Tout doit être fait avec passion.

Björk

## Laure Pester (Lorie)

A 34 ans, la chanteuse Lorie se bat pour devenir maman. D'après Closer, elle aurait subi une opération il y a quelques jours et rejoindrait Laëticia Milot dans son combat pour la maternité.

## Son combat pour devenir maman



Ça fait longtemps qu'elle y pense. D'après une information Closer, la chanteuse Lorie serait un plein combat pour devenir maman. La jeune femme a connu un début d'année très difficile, suivi plusieurs traitements et subi une intervention chirurgicale il y a peu de temps. Le 19 janvier, la chanteuse est victime d'un malaise avant de monter sur scène à Toulouse pour un concert des Enfoirés. Elle s'est empressée de rassurer ses fans sur Twitter en évoquant un « gros coup de fatigue ». Mais ce n'est que le début des ennuis de santé pour la star des années 2000. Lorie est exténuée par un traitement qu'elle aurait débuté en décembre. Elle fait un point sur les réseaux sociaux fin janvier : « Déjà que ce n'était pas la grande forme, mais avec, en plus, une grippe, une rhinopharyngite et une laryngite, c'est sans cul-

pabilité que j'ai déconnecter ». Deux mois plus tard, le 28 mars, Laurie Pester rentre à l'hôpital pour subir une intervention chirurgicale. D'après Closer, l'interprète de *Ta meilleure amie* suivrait les conseils de son amie Laëticia Milot, opérée il y a quelques jours, afin de combattre l'endométriose, une maladie qui réduit les chances de tomber enceinte. Lorie « rejoint Laëticia Milot de son combat » et lui a même envoyé un message de soutien très émouvant : « Ma bichette, je pense fort à toi. Repose-toi bien ! Ensemble sortons cette maladie de l'ombre ». Elle en rêve depuis plusieurs années et cela pourrait bientôt devenir réalité. Laurie se bat comme l'actrice de *Plus belle la vie* pour enfin devenir maman et fonder une famille avec l'homme qu'elle aime par-dessus tout depuis le printemps 2016 : Roby Schinasi.

## Minceur

# 12 astuces minceur validées par la science

Ces idées minceur ont été expérimentées, observées, mesurées et publiées dans des revues scientifiques. Voici ce que les chercheurs conseillent pour perdre du poids.

### S'exposer à la lumière du jour

Depuis les études sur la vitamine D, les bienfaits de la lumière naturelle ne sont plus à prouver. Contre la déprime et le grignotage qui l'accompagne, sortez et marchez une trentaine de minutes tous les matins. Simple promenade ou parcours pour aller travailler, cette bouffée de lumière vous évitera de vous réfugier dans des aliments réconfortants, généralement hypercaloriques.

### Utiliser une grosse fourchette

Des chercheurs de l'Utah (États-Unis) ont constaté que les personnes utilisant de petites fourchettes, pour avaler de petites bouchées, ingurgitaient plus de nourriture. Optez pour des couverts grand format.

### Apprendre à déstresser

Selon une étude de l'université de Harvard (États-Unis), le stress augmente le tour de taille des femmes ayant des soucis liés à l'emploi, à la vie personnelle, aux finances et au grand nombre de chose à faire. Les hommes, prennent du ventre quand ils sont stressés par leur carrière, les compétences à acquérir, le manque de pouvoir...

### Mâcher du chewing-gum

L'heure du repas approche et votre estomac crie famine. Ne vous jetez pas sur le premier paquet de chips venu et prenez un chewing-gum. Plusieurs études ont prouvé que cela agissait comme un leurre en envoyant un message de satiété au cerveau.

### Penser au repas précédent

Envie de grignoter. N'ouvrez plus vos placards, mais faites plutôt appel à votre mémoire. Se souvenir de son dernier repas dans le détail réduirait en effet les envies de grignoter et agirait comme un coupe-faim efficace: c'est la

conclusion d'une étude britannique menée par des chercheurs en psychologie de l'université de Birmingham. Moralité: une fois n'est pas coutume, penser à la nourriture n'ouvre pas l'appétit.

### Répartir son activité physique

Des chercheurs de l'université de l'Oregon ont montré que plusieurs séances courtes ont le même impact sur le bilan calorique qu'une longue. Exemple: 10 minutes de marche rapide le matin, 20 autres lors de la pause déjeuner, 30 minutes le soir au retour.

### Rire plus souvent

Ce n'est pas une blague. Selon une étude de chercheurs de l'université Vanderbilt de Nashville (États-Unis), menée il y a quelques années, rire de 10 à 15 minutes par jour permettrait de brûler entre 10 à 40 Cal. Sur un an, cette dépense d'énergie ferait perdre jusqu'à 27kg.

### Cacher les friandises

Une étude a voulu montrer que l'envie de

grignoter est liée à la vue de la nourriture. L'expérience consiste à poser un bocal de bonbons sur un bureau, juste devant la personne. La tentation est à son maximum. Elle diminue si le bocal est placé derrière elle, plus encore si les bonbons sont rangés en hauteur et faiblit davantage en cas de bocal opaque. Vos sablés préférés. Dans une boîte en fer en haut du placard.

### Changer de supermarché

Des chercheurs de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) ont constaté que les clients d'enseignes hard discount étaient parfois un peu plus « enrobés » que les autres. Si vous avez du poids à perdre et que votre budget le permet, essayez de faire vos courses ailleurs...

### Bouger sérieusement

Les gens qui restent actifs perdent du poids et ne le reprennent pas, telle est la conclusion d'une étude venue d'outre-Atlantique. Le Bureau national d'enregistrement du poids des citoyens américains, à l'école de médecine de

Pittsburgh, détient une base de données concernant 2 000 individus. Tous ont perdu plus de 10 kg sans les reprendre depuis six ans. Et tous ont dépensé 2 800 Calpar semaine en pratiquant des activités sportives: gym, vélo, marche, course à pied, aérobic...

### Dormir...

Depuis plusieurs années, de nombreuses recherches ont mis en évidence le lien entre nuit trop courte et surpoids. Dormir moins de 6 heures perturbe en effet deux hormones. D'où des prises alimentaires en hausse avec une tendance au snacking: grignoter n'importe quoi, n'importe quand...

### Attention aux rides du sommeil...

Aux dires de certains dermatologues, dormir ne nous protégerait pas des rides, bien au contraire ! Et si c'était notre oreiller le fautif ?

C'est un constat sans appel que l'*American Academy of Dermatology* vient de livrer au détour d'une récente déclaration publique. En effet, s'intéressant à ce qu'on appelle les rides du sommeil, les chercheurs ont découvert que le fait de reposer notre visage sur notre oreiller, soir après soir, et le plus souvent dans la même position, jouerait considérablement sur la formation de ces rides. Ainsi, les individus qui dorment sur le côté sont les plus concernés par cette problématique, en raison des lignes qui se forment sur leurs joues ou leur menton. Idem pour ceux qui dorment le visage enfoncé dans l'oreiller et qui développent, du coup, des rides au niveau du front.

Selon les spécialistes, les rides du sommeil sont différentes des rides d'expression que nous connaissons tous. Les rides d'expression peuvent être atténuées par certaines crèmes ou par des traitements plus agressifs, mais uniquement parce qu'elles sont dues à des contractions répétées des muscles du visage. Les rides du sommeil ne sont pas la conséquence de contractions, et ne répondent donc pas aux traitements usuels de la lutte contre le vieillissement.



**Les DÉBATS**

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •  
• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



## SPORTS

Coupe d'Algérie 2017 (seniors / messieurs)

## L'ESS et le CRB en demi-finale

Ligue 2 Mobilis (Mise à jour)  
Le MC El Eulma bat  
le Paradou AC

■ Le MC El Eulma a battu le Paradou AC (2-0, mi-temps 1-0) en match de la mise à jour du calendrier de la Ligue 2 Mobilis de football, disputé vendredi au stade Messaoud Zougar d'El Eulma. Zitouni (30') et Belhamri (74') sont les artisans de ce précieux succès, qui propulse le club des hauts-Plateaux hors de la zone rouge, avec deux longueurs d'avance sur le WA Boufarik, désormais premier club relégable, avec 28 points. De son côté, et malgré cette 4e défaite de la saison, le PAC reste leader, avec 56 points, soit avec 14 longueurs d'avance sur son premier poursuivant au classement, l'USM Blida (42 pts). Le club de Keireddine Zetchi a assuré son accession en Ligue 1 depuis déjà une semaine, car la confortable avance dont il dispose sur ses premiers poursuivants lui assure déjà une place parmi l'élite du football national, dès l'an prochain, et ce, même s'il venait à perdre la totalité des matchs qui lui restent et qu'en même temps, ces concurrents pour l'accession les remportent tous.

	Pts	J
1). Paradou AC	56	26
2). USM Blida	42	26
3). JSM Béjaïa	40	26
4). US Biskra	39	26
5). JSM Skikda	38	26
6). CAB Bou Arréridj	36	26
7). MC Saïda	35	26
8). Amel Boussaâda	34	26
9). ASM Oran	33	26
10). ASO Chlef	31	26
—). GC Mascara	31	26
12). MC El Eulma	30	26
—). CRB Aïn Fekroun	30	26
14). WA Boufarik	28	26
15). AS Khroub	24	26
16). RC Arbaâ	19	26

Handball- Championnat  
méditerranéen (U18/ filles)  
Nouvelle défaite de  
l'Algérie devant l'Italie

■ La sélection algérienne des cadettes (U18) de handball s'est inclinée face à son homologue italienne sur le score de 13 à 23, au Championnat méditerranéen de la catégorie (26 mars-2 avril), vendredi à Nabeul (Tunisie). C'est la septième défaite de rang des handballeuses algériennes en autant de rencontres après celles essuyées devant le Monténégro (23-06), la Turquie (28-12), la Tunisie (35-11), l'Égypte (35-12), la Roumanie (24-6) et la France (22-09). Les matchs se jouent sur trois manches de 20 minutes chacune. Le système de pointage tient compte du nombre des manches remportées dans chaque match.



L'Entente de Sétif et le Chabab de Belouizdad ont arraché leurs tickets pour les demi-finales de la coupe d'Algérie 2017 de football, en battant respectivement l'US Tébessa (4-0) et le CA Bordj Bou Arréridj (2-1). L'Aigle Noir, solide leader de la Ligue 1 Mobilis n'a fait qu'une bouchée de l'US Tébessa, sociétaire de la Division Amateur, qu'il a facilement balayé (4-0), grâce notamment à doublé de Keniche (3' et 37'), au moment où les deux autres buts ont été inscrits par Bedrane (46') et Haddouche (80'). Pourtant, les Canaris de Tébessa étaient animés d'une grande volonté et souhaitaient rééditer l'exploit de la saison dernière quand ils avaient atteint le dernier carré de cette même compétition populaire. Cela a été une très grosse déception pour le petit poucet de l'épreuve qui voulait atteindre le carré d'AS

et sauver sa saison sachant qu'il souffre dans le championnat de sa division. Pour sa part, l'Entente vise maintenant le sacre et souhaite décrocher le doublé étant donné qu'il est bien parti pour prendre le championnat où il prit son envol et se dirige droit vers un huitième titre national. De son côté, le Chabab avait affronté un adversaire plus coriace et solide, puisque les Criquets du CABBA sont sociétaires de la Ligue 2 Mobilis et candidats au retour parmi l'élite. Ils sont d'ailleurs toujours en course pour cette accession en étant classé à la quatrième place à deux points seulement du troisième. Avantage par le terrain et le soutien du public, les Rouge et Blanc ont réussi l'essentiel, en se qualifiant grâce à des buts de Hamia (2') et Yahia-Chérif (27'), au moment où l'ancien sétifien, Laïd Madouni a réduit le score, sur penalty à la 33e minute. Les gars

de Laâkiba ont bien géré ce match et se sont bien battus tout au long de la partie pour assurer cette qualification qu'ils souhaitaient depuis le début surtout que cela fait beaucoup que le club ne jouait pas les premiers rôles en championnat.

Imad M.

Natation/Championnat  
d'Afrique des jeunes  
Quatorze  
médailles pour  
l'Algérie après  
trois journées

■ La sélection algérienne de natation a récolté quatorze (14) médailles (4 or, 1 argent et 9 bronze) après trois journées de compétitions, comptant pour les championnats d'Afrique (jeunes) de natation qui se poursuivent au Caire avec la participation des athlètes de quatorze pays, rapporte vendredi le site officiel de fédération égyptienne de natation (FEN). La palme d'or revient au jeune Moncef Aymen Balamane qui, en plus du titre du 100m brasserempporté lors de la 1re journée, a décroché cinq nouvelles breloques. Au 50 m brasse (15-16 ans), Balamane a remporté la première place en 30 sec.16, devant le Sud-africain Luan Grobbelaar (30.18) et le Zimbabwéen Liam O'Hara (30.26). Son coéquipier Abdenour Medjaheri s'est contenté de la 8e place (31.69). Les quatre autres médailles de Balamane étaient en bronze, respectivement, au 200m Papillon, 400m relais combiné (mixte 13-16 ans), 200m brasse (15-16 ans garçons), 400m relais NL (15-16 garçons). De son côté, Abdellah Ardjonne s'est offert deux médailles en vermeil, l'une au 50m Dos (15-16 ans), et la seconde au 100m de la même spécialité, en plus de deux bronze au 400m relais combiné (mixte 13-16 ans) et au 400m relais Nage Libre (15-16 garçons). Au 50m Dos, Ardjonne a pris la 1re place en 26.73, devant respectivement le Sud-africain Henju Duvenhage (27.34) et l'autre algérien, Mohamed Ryad Bouhamidi (27.38), avant de récidiver au 100m Dos en remportant la course en 57.27, devant son compatriote Mohamed Ryad Bouhamidi (58.64) et le Sud-africain Henju Duvenhage (58.91).

Ligue 1 Mobilis

L'ESS en stage de préparation  
du 5 au 15 avril au Maroc

■ L'Entente de Sétif mettra à profit la prochaine trêve du championnat de Ligue 1 Mobilis de football pour effectuer un stage de préparation, du 5 au 15 avril, dans la ville marocaine d'Al Djadida, a annoncé vendredi l'entraîneur Kheïreddine Madoui. Ce stage est destiné à bien préparer ce qui reste de la saison, aussi bien en coupe d'Algérie qu'en championnat a expliqué l'entraîneur sétifien, juste après la victoire de son équipe (4-0) contre l'US Tébessa, en quart de finale de la coupe d'Algérie. L'ESS sera confrontée, en effet, à une fin de saison difficile et pas unique-

ment en championnat, puisque son futur adversaire en demi-finale de Coupe ne sera autre que le vainqueur du choc MC Alger- JS Kabylie, prévu samedi au stade du 5-Juillet. Dans sa quête de faire respecter l'éthique sportive, le Bureau fédéral (BF) a décidé de suspendre momentanément le championnat de Ligue 1 Mobilis jusqu'à la mise à jour complète du calendrier. D'où cette mini-trêve, au début du mois d'avril prochain, et que compte mettre à profit l'ESS pour se refaire une santé en vue des échéances à venir.

Ligue 1 Mobilis (Mise à jour)

## La JS Saoura bat le RC Relizane

■ La JS Saoura a battu le RC Relizane (1-0, mi-temps 0-0) en match en retard disputé vendredi à Béchar (Sud) pour la mise à jour du calendrier de la Ligue 1 Mobilis de football. L'attaquant Oussama Bellatrèche est l'auteur de cet unique but, à la 88e minute, propulsant le club du Sud à la 6e place du classement général, à égalité de points avec l'USM Alger et le NA Hussein Dey, qui comptent également 35 unités. De son côté, le RCR reste scotché à la 11e place, avec 26 points, soit avec une petite longueur d'avance sur le premier club non relégable, le CS Constantine. Le mérite de la JSS d'avoir remporté cette victoire est d'autant plus grand qu'elle a terminé

le match sans son gardien, Houari Djemili, expulsé en toute fin de match après une altercation avec le Relizanais Mourad Benayed. Ce dernier a également écopé d'un carton rouge, certes, mais l'absence du gardien Djemili semblait nettement plus pesante que celle de Benayed, côté visiteurs. Un peu plus tôt dans l'après-midi, le MO Béjaïa avait compromis un peu plus ses chances de maintien parmi l'élite, en s'inclinant à domicile, sur le score de deux buts à un, contre l'Olympique de Médéa. C'est Boukhenchouch qui a ouvert le score pour les visiteurs à la 33e minute, mais à force d'insister, les Crabes ont réussi à niveler la marque par Cheklam à la 68e.

Seulement, leur joie a été de courte durée, puisque les Olympiens, bien que réduits à dix après l'expulsion de Ghellab à la 74e, ont réussi à reprendre l'avantage au score, grâce à Sadou (83'). Un précieux succès en déplacement, qui propulse l'OM à la 7e place du classement général, qu'il occupe désormais seul avec 34 points, au moment où le MOB reste lanterne rouge, avec un modeste capital de 17 points. Les Crabes comptent deux autres matchs en retard, certes, mais leur incapacité à récolter des points, y compris à domicile, n'est guère rassurante au milieu de la rude concurrence qui sévit pour le maintien.



## Gestion des biens waqf Mohamed Aïssa appelle à l'adoption de méthodes modernes

Le ministre des Affaires religieuses et du Waqf, Mohamed Aïssa, a appelé hier à Alger, à adopter des méthodes modernes dans la gestion des biens waqf de l'Algérie. «La gestion des biens waqf se fait actuellement avec des moyens désuets et une mentalité bureaucratique», a indiqué M. Mohamed Aïssa à l'ouverture des travaux de la conférence nationale annuelle des cadres centraux et régionaux des affaires religieuses, appelant à l'adoption de «méthodes modernes» dans la gestion de ces biens à l'instar «de ce qui est en vigueur dans certains pays musulmans». Il a précisé que son ministère «n'est toujours pas en mesure de recouvrer les loyers des biens waqf dont se sont accaparées certaines parties n'ayant aucune relation avec les affaires religieuses», faisant allusion à la possibilité de recourir à la justice «si cela s'avère nécessaire» pour restituer ces biens avec «la force de la loi». D'autre part, le ministre des Affaires religieuses et du waqf a annoncé l'institution d'un concours national pour les meilleurs Imams en matière de gestion des mosquées et structures y afférentes, de contribution dans la lutte contre le monopole et la cupidité de certains commerçants et enfin, la diffusion de la culture de la rahma (clémence), de solidarité et d'entraide durant le mois sacré de Ramadhan. Evoquant le crédit bonifié gelé depuis trois ans, il a estimé nécessaire de le relancer «de manière organisée et structurée au profit des différentes catégories de la société», soulignant l'éventuelle «augmentation du crédit à un million de dinars». M. Mohamed Aïssa a exhorté les directeurs des affaires religieuses et du waqf dans les différentes wilayas du pays à consacrer un jour par semaine à la réception des Imams pour les «écouter et s'informer de leurs préoccupations». Il a rappelé à ce propos, l'existence d'une commission technique chargée de présenter un «modèle» pour le programme des Medersate (écoles coraniques) qui sera dévoilé ultérieurement.

T. B.

### El Tarf

## Saisie de plus de 50 000 euros

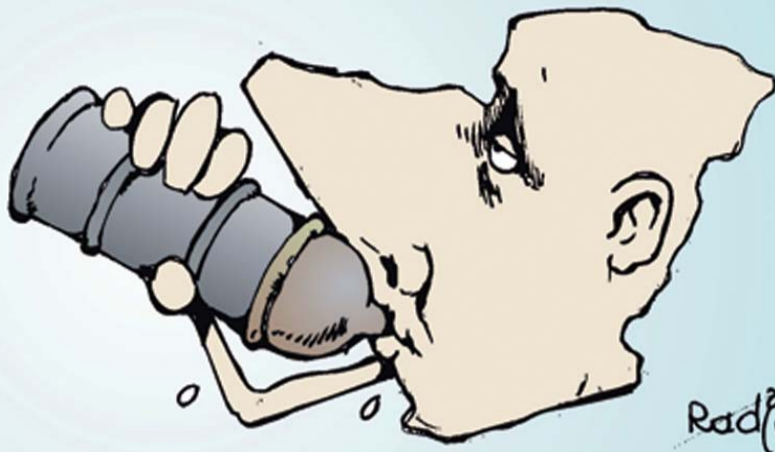
Les services des Douanes de la ville d'El Kala dans la wilaya d'El Tarf ont saisi hier une somme estimée à 54 000 euros, dans deux opérations de lutte contre la fuite des devises, a-t-on appris auprès des services de ce corps constitué. Selon la même source, une somme de 30 000 euros a été saisie au poste frontalier de Oum T Boul, chez un voyageur à destination de la Tunisie qui n'a pas déclaré, lors des formalités de passage, la somme en sa possession. Les douaniers, chargés du contrôle, ont découvert cette somme d'argent en devises dissimulée et le passager, commerçant de son état, originaire de la ville de Oum El Bouaghi, ne l'avait pas déclaré, a-t-on détaillé. Les mêmes services ont, également, indiqué que la deuxième opération de saisie, a été enregistrée lors d'un barrage dressé à Oum Teboul, et a permis de mettre la main sur 24 000 euros ainsi que 150 dollars, 70 kg d'ail et 12 téléphones portables. La marchandise était dissimulée dans le coffre du véhicule d'un voyageur originaire de Constantine qui s'appropriait à accomplir les formalités d'usage au poste frontalier de Oum T Boul en partance vers la Tunisie, a-t-on ajouté de même source. Selon le règlement des Douanes algériennes, chaque voyageur est tenu de déclarer la somme d'argent qu'il possède à l'entrée et à la sortie des frontières du pays, a-t-on noté, soulignant que les mis en cause ont commis une infraction à la législation des changes en exportant sans autorisation des devises.

L. M.

## GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

### L'ALGERIE PEINE A SORTIR DE SA DÉPENDANCE AUX HYDROCARBURES



### Boumerdès

## 20 personnes condamnées dans une affaire de terrorisme



Le tribunal criminel près de la cour de Boumerdès a prononcé vendredi son jugement allant de l'acquiescement à six ans de prison ferme à l'encontre de 36 accusés dans une affaire d'adhésion à un groupe terroriste et l'apologie du terrorisme. 16 mis en cause ont bénéficié de l'acquiescement dans cette affaire et 20 autres ont écopé d'une année à six ans de prison ferme lors du procès qui a duré trois jours.

Les mis en cause dont 8 sont en état de fuite ont été poursuivis entre autre pour «adhésion à un groupe terroriste armé activant à l'étranger», «tentative d'adhésion à un groupe terroriste armé activant à l'étranger», «apologie, encouragement et financement d'actes terroristes et de saccage», «apologie à travers la diffusion de brochures et imprimés», possession d'armes de 4<sup>e</sup> catégorie sans autorisation», «dissimulation des éléments matériels du crime» et «non dénonciation».

Selon les faits rapportés durant l'audience, l'affaire a été révélée le 15 novembre

2015, lorsque le père d'une jeune étudiante a signalé aux services de police de Boudouaou (Boumerdès) la disparition de sa fille au moment même où la disparition d'une autre femme était signalée par son époux.

Suite à ces deux plaintes, les services de sécurité ont déclenché une enquête qui a permis, selon les mêmes faits, de déterminer le lieu où se trouvaient ces deux femmes, en dehors de l'Algérie, plus précisément en Turquie. Ces deux femmes ont été enrôlées par des inconnus en vue de rallier l'une des organisations terroristes en Syrie, selon les griefs retenus contre elles.

Le lieu de ces deux femmes a été déterminé, selon les mêmes faits, grâce à la surveillance des réseaux sociaux. Les investigations ont également permis de découvrir d'autres contacts douteux ayant été établis entre un nombre de personnes impliquées dans l'affaire avec d'autres mis en cause, à leur tête le dénommé M. Mohamed, dit Abou Maram - le cerveau du groupe - qui activait au sein de l'orga-

nisations terroriste Daech, où l'enquête a abouti à l'arrestation des prévenus cités dans l'affaire. Le mis en cause Abou Maram, qui a laissé 4 filles et sa femme à Alger, répudiée alors qu'elle purgeait sa peine pour non-dénonciation, avait rejoint en 2014 l'organisation terroriste de Daech en Syrie et tentait d'enrôler des algériens sur la toile par le biais d'intermédiaires en Algérie. Lors de leurs auditions qui se sont déroulées mercredi et jeudi, les prévenus ont nié toutes les accusations retenues contre eux, notamment apologie de l'organisation terroriste Daech sur les réseaux sociaux, diffusion de photos et tracts subversifs, ou établissement de contact avec des suspects pour les besoins d'enrôlement, ou recrutement au sein de l'organisation terroriste Daech, et réception de fonds de la part de la même organisation terroriste par le biais d'intermédiaires en Algérie. Le procureur de la République a requis des peines allant de 3 à 20 ans de prison ferme contre 36 accusés dont 8 femmes issues d'Alger, Boumerdes, Tizi Ouzou, Bejaia et Oran. Ainsi, il a été retenu 20 ans de prison ferme contre 12 accusés, 10 ans de prison ferme contre 18 mis en cause, 5 ans de prison ferme contre cinq prévenus et 3 ans de prison ferme contre un accusé.

R. N.

### Lutte antiterroriste

## Découverte de barils contenant des produits de fabrication de bombes

Deux barils contenant des produits et des outils pour la fabrication de bombes artisanales ont été découverts vendredi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) à Bouira, indique samedi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'ANP relevant du secteur opérationnel de Bouira (1<sup>ère</sup> Région militaire) a découvert, hier 31 mars 2017, deux barils contenant des produits et des outils pour la fabrication de bombes artisanales», précise la même source.

«Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté à Tindouf (3<sup>ème</sup> Région militaire), deux narco-trafiquants en possession de 1,5 kilogrammes de kif traité et 517 grammes de cocaïne», ajoute le communiqué.

Par ailleurs, des unités des gardes-côtes ont déjoué à Oran (2<sup>ème</sup> Région militaire) et Annaba (5<sup>ème</sup> Région militaire), «des tentatives d'émigration clandestine de 49 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale», note le MDN.

L. B.

## ACTU...

### Accidents de la route

## 13 morts en deux jours

Treize personnes ont trouvé la mort et 74 ont été blessées dans des accidents de la route survenus durant les dernières 48 heures à travers le territoire national, selon un bilan établi samedi par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj où trois personnes sont décédées et une autre a été blessée, suite à une collision entre deux véhicules légers qui a eu lieu sur le chemin de wilaya 42, au niveau de la commune de Belimour, Daïra de Bordj Ghdir, précise-t-on de même source. Par ailleurs, les services de la Protection civile ont procédé au repêchage de quatre personnes décédées noyées dans des plans d'eau : un adolescent de 17 ans dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, un enfant de 14 ans à Chlef et deux jeunes âgés de 21 et 23 ans à Mascara. Les unités de la Protection civile ont procédé, d'autre part, à l'extinction de cinq incendies divers, dont un survenu dans un immeuble à Bab El Oued (Alger) et qui a provoqué le décès d'une personne de 47 ans. Les secours de la Protection civile sont également intervenus pour prodiguer les soins de première urgence à 12 personnes incommodes par le monoxyde de carbone émanant de chauffages et chauffe-bains à l'intérieur de leurs domiciles : cinq à Sidi Bel Abbès, trois à Chlef, deux à Batna et deux à Bordj Bou Arréridj.

M. R.

### Mascara

## Décès d'une personne par noyade dans un puits

Une personne, âgée de 50 ans, a trouvé la mort jeudi par noyade dans un puits au niveau de la commune de Froha (Mascara), a-t-on appris vendredi de la cellule de communication de la Protection civile.

Selon le chargé de la communication de la direction de wilaya de la protection civile de Mascara, le lieutenant Tahar Mehenni, l'accident s'est produit jeudi aux environs de 18 h au niveau du douar Ouled Benothmane dans la commune de Froha lorsqu'un individu, 50 ans, est tombé dans le puits dans des circonstances jusque-là ignorées. Les plongeurs de la Protection civile ont intervenu pour repêcher le corps sans vie de la victime avant de l'évacuer vers la morgue de l'hôpital de la ville de Ghriess.

Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour connaître les causes de ce drame.

R. M.

### Chine

## 41 individus condamnés pour fraude électorale

Quarante et un individus qui ont été impliqués dans une affaire de fraude électorale dans la province chinoise du Liaoning (nord-est) ont été condamnés, a annoncé hier le gouvernement provincial du Liaoning dans un communiqué. Le même communiqué indique que les mis en cause ont été jugés dans 15 tribunaux intermédiaires au Liaoning et ce, entre le 28 et 30 mars et ont été condamnés par la suite à différentes peines d'emprisonnement. Ces personnes ont été poursuivies pour avoir corrompu des électeurs lors de l'élection des députés à l'Assemblée populaire nationale (APN, Parlement chinois).

T. I.